

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«L'Europe – vers quel avenir?»

XXIX^e Colloque «Mut zur Ethik» du 2 au 4 septembre 2022

par Eva-Maria Föllmer-Müller

Quelque 150 participants et plus de 20 intervenants d'Europe, d'Afrique, d'Asie et des Etats-Unis se sont réunis du 2 au 4 septembre 2022 dans le canton de Thurgovie (Suisse) pour le colloque «Mut zur Ethik» (Oui à l'éthique) de cette année. L'invitation avait été lancée à l'initiative du collectif «Mut zur Ethik». Depuis 1993, des participants venus de divers pays européens et de nombreux intervenants se réunissent une fois par an pour discuter pendant trois jours de questions d'actualité cruciales dans le cadre d'un dialogue ouvert et équilibré. Comme l'année dernière, les discussions se sont déroulées en virtuel aussi bien qu'en présence des intervenants, de sorte qu'outre les participants déjà sur place, les intervenants et les participants de plusieurs pays ont pu se connecter et se joindre aux débats.

Le colloque a débuté par un hommage à feu Mgr Elmar Fischer, évêque de Feldkirch dans le Vorarlberg autrichien, décédé en janvier de cette année à l'âge de 85 ans, après une courte et douloureuse maladie. Elmar Fischer était membre d'honneur du collectif de travail «Mut zur Ethik» et ne manquait aucun congrès. Ils lui tenaient à cœur. Il savait conjuguer de manière fructueuse ses principales thématiques, à savoir le mariage et la famille, la jeunesse, l'amour, l'éducation et la formation, la condition humaine par rapport aux grands événements mondiaux et à la foi chrétienne.

Se recentrer sur sa propre substance et son identité

Cette année, le thème du colloque était: «L'Europe – vers quel avenir?»

Par le terme «Europe», cependant, on n'entendait pas l'Union Européenne et l'interrogation n'avait rien d'une liste de souhaits. Le choix du thème se basait sur l'idée que les peuples et les Etats d'Europe doivent se frayer leur propre voie dans la politique mondiale, entre autres parce que les liens trop étroits qui les unissent depuis des décennies à la politique des Etats-Unis menacent aujourd'hui l'existence même de l'Europe. Les pays et les peuples d'Europe doivent se recentrer sur leur propre identité. En juin dernier, on pouvait lire dans *Horizons et débats*: «La voie vers une Europe indépendante, une Europe qui se réfère à ses racines historiques, à son identité culturelle et politique tournée vers l'homme et qui contribue ainsi à la paix en Europe, ne sera pas chose facile. Le christianisme, l'humanisme et les Lumières font certes partie intégrante de cette identité, de cette substance. Toutefois, qui dit culture dit aussi développement culturel. L'Europe a toujours progressé lorsqu'elle a ouvert ses portes à d'autres cultures et à leurs acquisitions pour le bien de l'humanité, c'est-à-dire lorsqu'elle a été ouverte au monde. L'échange, le dialogue des cultures est indispensable. C'est pourquoi, comme toujours, ont été invités des conférenciers provenant de milieux culturels extra-européens aussi.

Des appels à la haine contre la Russie qui portent atteinte à la dignité humaine

Depuis le 24 février 2022, comme l'ont souligné les paroles qui ont ouvert le colloque, on assiste à un déchaînement d'informations et de propagande d'une violence sans précédent – un fait que même des journalistes d'investigation chevronnés et renommés, comme l'Australien *John Pilger*, n'ont pas manqué de relever avec consternation.



(Screenshot)

Le rouleau compresseur médiatique qui chaque jour déferle sur nous en Occident, et cela même avant le 24 février, évoque les systèmes totalitaires et bafoue totalement la dignité humaine. Ce déferlement radical de haine contre la Russie, son président, la persécution de citoyens russes dans d'autres pays européens – y compris de figures du monde culturel russe – a été planifié depuis des années. Après avoir pratiquement vidé de sa substance le droit international, tel qu'il est défini dans la Charte des Nations unies, par de nombreuses violations du droit international et par leur comportement au Conseil de sécurité des Nations unies, les Etats-Unis et leurs alliés tentent d'imposer leurs règles au monde entier. Ils les appellent «rules based order» ou «rules based international order» et cherchent ainsi à masquer le fait que les règles sont fixées par le pouvoir qui croit encore à son «Manifest Destiny». Quelle arrogance! Et nous devrions y souscrire et obéir sans broncher?

Porter le regard au-delà de l'Europe

Si l'on porte son regard au-delà de l'Europe, le constat suivant s'impose: de nombreux pays ont vécu et vivent encore dans leur chair des situations de conflit et de crise engendrées par la mainmise coloniale et néo-impériale. Ils ne se laissent pas facilement impressionner par les «gesticulations occidentales», ils en sont même carrément revenus. Ils répondent aux «offensives de charme» occidentales, qui ne servent qu'à faire de ces pays des belligérants, par des refus polis et assumés. Ils ont retenu les leçons du passé et en ont tiré les conséquences: ils suivent leur propre voie et accomplissent un travail énorme dans la construction de leur pays et d'une nouvelle voie, plus égalitaire, dans la coopération internationale. Nous avons beaucoup à apprendre d'eux.

Qu'est-ce qui ne va pas dans le monde occidental?

La question est de savoir ce qui ne va pas chez nous en Europe, on pourrait même dire ce qui ne va pas dans le monde occidental. Avons-nous conscience de la situation dans laquelle nous nous trouvons? Il s'est avéré qu'en Allemagne, les gens sont de plus en plus nombreux à quitter le pays parce qu'ils ne le supportent plus. De nombreuses PME s'en vont parce qu'elles ne voient plus d'avenir pour elles dans leur pays. Comment nos élites gouvernementales en sont-elles venues à s'engager dans une voie aussi suicidaire? A jeter ainsi aux orties notre patrimoine si riche, vieux de 2500 ans? La Suisse a, quant à elle, cédé à la pression et rompu avec sa neutralité armée perpétuelle, et ce très soudainement.

Rares sont les intellectuels qui, grâce en particulier aux facultés intellectuelles qu'ils ont pu acquérir, prennent position dans le débat public en faisant preuve d'esprit critique et de logique. «On doit constater que l'époque où le monde unipolaire appartient au passé», a déclaré *Vladimir Poutine* dans son discours prononcé à l'occasion de la «10^e Conférence internationale de Moscou sur la sécurité», ayant eu lieu du 15 au 17 août 2022, à laquelle ont participé 700 délégués de 70 pays. En l'occurrence, selon Poutine, les «élites mondialistes occidentales [...] tentent par tous les moyens de conserver l'hégémonie, le pouvoir qui leur échappe, en essayant de maintenir de facto les pays et les peuples dans un ordre néocolonial. Leur hégémonie signifie le totalitarisme néolibéral, la stagnation pour le monde entier et pour toute civilisation, l'obscurantisme et l'abolition de la culture».

Actuellement, dans nos pays occidentaux, on rompt à un rythme effréné avec de nombreuses institutions qui ont pourtant démontré leur efficacité pendant des décennies et parfois des siècles (neutralité), avec des traditions avérées et éprouvées. Des relations nouées pendant de nombreuses années (dans le cadre du rapprochement entre les peuples) sont purement et simplement abrogées. Le dialogue, la sagesse et le bon sens sont mis de côté. Dans les relations internationales, l'Occident a perdu le peu de décence qui lui restait. Dans le cadre de la transition d'un monde unipolaire à un monde multipolaire, la lutte pour le pouvoir géopolitique est féroce et touche tous les aspects de notre existence. Nous vivons en guerre – et ceci non pas depuis le 24 février seulement.

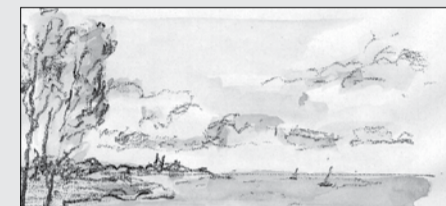
L'histoire européenne est également celle d'avoir surmonté l'injustice et la violence

Le discours d'ouverture a rappelé ce que le congrès «Mut zur Ethik» de 2015, il y a sept ans, avait inscrit dans son manifeste «Nous voulons une Europe de la paix et du droit», une Europe donc qui vive sous le signe de la liberté politique, de la diversité culturelle et de la démocratie dans un Etat de droit:

«L'histoire de l'Europe est une histoire d'injustice et de violence, mais aussi l'histoire de la façon dont elle a pu les surmonter grâce à son propre discernement moral et à sa force politique. La tradition chrétienne et humaniste occidentale a posé les bases solides de l'égalité des droits, de l'humanité et de la reconnaissance de la dignité humaine.

Chaque fois qu'au cours de l'histoire, ces bases se sont affirmées, la cohabitation des hommes et des peuples a gagné en paix, en justice et en sécurité.»

«Mut zur Ethik»



Depuis 1993, le groupe de travail «Mut zur Ethik» organise chaque année un congrès réunissant des scientifiques et des experts de différentes disciplines et de différents pays. Grâce à ces congrès et aux échanges continus tout au long de l'année, une association a été créée entre-temps, qui relie des personnes de différentes parties du monde dans un dialogue fructueux et constructif, et dont résultent toujours des projets et des activités concrètes.

Evolution du droit

Et plus loin: «L'Europe se caractérise par une riche diversité de cultures et de nations sur un petit territoire, de la Crète au Cap Nord, de Lisbonne à Ekaterinbourg. En plus de 2500 ans, des hommes et des femmes, partout en Europe, y ont largement contribué dans tous les domaines. Pour vivre ensemble dans la paix et la liberté, l'évolution du droit vers une justice toujours renforcée a été d'une importance fondamentale pour l'Europe et le monde.»

Sincérité et confiance

Les participants au congrès ont aussi affirmé que «la sincérité doit redevenir la base de toute coopération humaine et de toute action politique. Sans ce principe, il ne peut y avoir de confiance dans les accords conclus à l'intérieur du pays et entre différents pays, et la porte est alors grande ouverte à l'arbitraire. Les mécanismes de gouvernance dirigée («Governance») et les techniques de manipulation de toute nature qui, en recourant abusivement à des procédés psychologiques, visent à influencer les gens sans leur fournir d'informations détaillées et transparentes, privent le citoyen de la possibilité de se forger une opinion indépendante. Elles portent ainsi atteinte à la dignité de la personne et détruisent la base du dialogue politique et de l'ordre juridique.»

Le bon sens et la compassion – solidement ancrés dans la condition humaine

Par contre, le document met l'accent sur ce qui peut y remédier en ces termes:

«Les hommes sont parfaitement capables de repérer, grâce à leur bon sens et à leur compassion, les orientations fondamentales nécessaires à une action morale et politique et de réfléchir, de faire preuve de sensibilité et d'agir avec humanité. Ces dispositions sont en quelque sorte ancrées dans le cœur des hommes. Guidées par la raison et la conscience, elles ont vocation à fonder l'ensemble des déterminations morales, juridiques et politiques qui régissent la vie de l'homme et de la société. Elles garantissent la dignité de la personne humaine face aux idéologies éphémères.»

Sur les trois pages qui suivent, nous publions une première sélection des interventions du colloque. D'autres contributions seront publiées dans les prochaines éditions d'*Horizons et débats*.

Quand je pense à l'Europe dans la nuit...

par Karin Leukefeld, Damas, Bonn



ef. Depuis 2011 et le début de la guerre en Syrie, Karin Leukefeld, journaliste freelance, fait la navette entre Damas, Beyrouth ainsi que d'autres lieux du monde arabe et son domicile de Bonn. Elle a publié de nombreux livres, notamment: «Syrien zwischen Schatten und Licht – Geschichte und Geschichten von 1916–2016. Menschen erzählen von ihren zerrissenen Land» (La Syrie, entre ombre et lumière – histoire et récits 1916–2016. Un pays déchiré, raconté par ses habitants, 2016, Rotpunkt Verlag Zurich); «Flächenbrand Syrien, Irak, die Arabische Welt und der Islamische Staat» (Syrie, Irak, le monde arabe et l'Etat islamique – l'embrassement; 2015, 3^e édition révisée en 2017, PapyRossa Verlag, Cologne). Elle publiera prochainement chez le même éditeur «Im Auge des Orkans: Syrien, der Nahe Osten und die Entstehung einer neuen Weltordnung» (Dans l'oeil du cyclone: la Syrie, le Proche-orient et l'émergence d'un nouvel ordre mondial).

Merci pour l'invitation à pouvoir parler ici. Je vous parle depuis la Syrie, d'un autre monde. Il y a quelques heures, je suis rentrée d'un voyage à travers les provinces de Hama, d'Idlib, et d'Alep et je voudrais vous en parler brièvement.

Morek

A Morek, un petit village dans la province d'Idlib, je m'informais sur l'état de la récolte des pistaches de cette année. Morek est le centre de la culture de «Cfisiq Halabé», des pistaches d'Alep.

Il n'y a pas eu assez de pluie et les coûts de la culture ont massivement augmenté. Il est exclu d'importer de l'engrais parce que l'on peut en faire des explosifs et la Syrie ne dispose pas des devises nécessaires pour en acheter au marché mondial. Le transport est cher en raison d'une pénurie presque totale du diesel. Les ressources nationales de pétrole de la Syrie au Nord-ouest se trouvent dans les parties occupées par les troupes des Etats-Unis sortant actuellement presque tous les jours des convois de pétrole du pays à destination de l'Irak. Ils volent le pétrole appartenant à la Syrie, ils pillent les ressources syriennes. Récemment le ministère extérieur de la Syrie a parlé d'une perte de 107,1 milliards de dollars.

Des sanctions, l'occupation, la «loi César» des Etats-Unis ont créé un mur d'interdictions autour de la Syrie qui coupe le souffle au pays. Le résultat en est le manque général de ressources importantes. Cela induit une hausse des prix et favorise la corruption. Les populations en subissent les conséquences, travaillant à deux ou plusieurs postes de travail et arrivent à peine à faire vivre leurs familles.

L'inflation et la montée des prix rendent la vie si chère que les gens se trouvent en sérieux manque de nourriture.

Peut-être vous souvenez-vous que lors d'une de mes conférences j'ai montré des images de paysans cultivant des pistaches, je les ai rencontrés pour la première fois il y a deux ans, en septembre 2020. Ils pleuraient lorsqu'ils m'ont montré leur première récolte après huit ans de guerre.

Deux frères, Jaser Kazem et son frère cadet Mohammad m'ont appelée en route. Ils voulaient me laisser un message adressé aux gens en Europe, surtout en Allemagne. Je vous le transmets selon leurs propres termes: «S'il vous plaît, faites quelque chose pour que les sanctions européennes contre la Syrie soient levées. Ces punitions font souffrir les gens, et non pas le gouvernement. Tous les Syriens en souffrent. Nous voulons vivre et travailler et reconstruire nos maisons. Aidez-nous pour que ces sanctions soient levées!»

Pendant que Mohammad Kazem parle, son frère Jasser est devenu très silencieux, tenant sa tête avec ses mains. Lorsqu'il lève son visage, il a les larmes aux yeux. Dans leur détresse, ces braves gens, comme beaucoup de mes interlocuteurs syriens lors de ces der-



Une cheminée fume à nouveau dans la centrale électrique d'Alep. (photo Karin Leukefeld)

nières onze années en Syrie, se sont adressés toujours à nouveau aux populations européennes, surtout à nous autres Allemands.

Mais en vain. L'Allemagne et l'Europe ne sont pas prêtes de lever leurs «mesures coercitives économiques unilatérales», comme on appelle officiellement, chez nous, ce fléau.

Au contraire, en dépit de la soi-disant «Conférence des donateurs» de l'UE, fin mai 2022, sous le titre «Soutenir l'avenir de la Syrie et de la région», où le responsable de la politique extérieure de l'UE, Josep Borrell a bien dit que l'on ne devait pas oublier la Syrie, il avait affirmé avant que l'UE maintiendrait ses trois non envers la Syrie jusqu'à ce que une solution politique à base de la résolution de sécurité 2254 de l'ONU serait effectuée. Les trois non signifient non à la reprise des relations avec la Syrie, non à l'aide à la reconstruction et non à la levée des sanctions.

C'est un coup dur infligé aux cultivateurs de pistaches comme à tous les Syriens épris de la volonté de reconstruire leur pays et se heurtant continuellement au blocage qu'exercent l'UE et les Etats-Unis avec leur mesures de punitions unilatérales.

Alep

A l'est d'Alep, j'ai visité hier la plus grande centrale électrique de la Syrie occupée, d'octobre 2015 jusqu'en février 2016, par les combattants de l'Etat Islamique. Les réservoirs de pétrole ont été incendiés, les turbines et les centres de coordination détruits. L'installation avait été construite en 1994 et mise en service en 1997. Dans une conversation, le directeur technique de l'installation a chiffré les coûts de la reconstruction à 123 450 000 Euros. Pendant six années, la centrale électrique n'a pas pu être rénovée et remise en service parce que presque la totalité des pièces de rechange nécessaires devait être importée de l'étranger. Ce qui était et demeure toujours empêché par les sanctions imposées des Etats-Unis et de l'UE.

Personne ne nous a aidé, me dit le directeur, aucun Etat, aucun gouvernement ni organisation d'aide internationale. Néanmoins, il a été possible de remettre en service l'une des cinq turbines. Le directeur m'a montré les dégâts et la manière dont ils avaient réussi les réparations par eux-mêmes. C'était des «amis», comme il dit, qui les aident à faire les réparations, les pièces de rechange étant passé par de nombreux pays pour con-

tourner les sanctions d'une manière ou d'une autre jusqu'à finalement arriver en Syrie. J'ai pu m'entretenir avec quelques-uns des techniciens chargés du contrôle et de la commande de la cinquième turbine remise en état. «Ici, dans cette centrale, nous faisons tous partie de la génération de la première heure», déclare le responsable. La centrale électrique avait été construite en 1994 et mise en service en 1997. En presque 30 ans, certains ont vu leurs cheveux devenir gris, d'autres leur calvitie, déclare-t-il, au rire de tous.

«Nous sommes très fiers de pouvoir travailler à nouveau ici et d'aider à apporter de l'électricité aux gens», déclare un des techniciens. Tous rayonnent, un des chantiers est décoré par une butte de fleurs de jasmin. «Nous n'en voulons pas aux Allemands ni aux Européens», déclare le directeur en partant. «Mais nous voyons que là-bas, les gouvernements font tout pour nous nuire.»

Une soirée dans la région d'Alep

En tant que correspondante, je voyage dans cette région depuis plus de 20 ans.

Souvent, tout se déroule à la tombée du soir. Surtout pendant la saison chaude, où il fait jusqu'à 45 degrés, on ne rencontre les gens que le soir ou même la nuit. Mercredi soir, j'étais à Alep en train de discuter avec un politicien indépendant, membre du conseil municipal d'Alep, quand soudain, deux bruits forts se sont succédé et la maison a légèrement tremblé.

Machinalement, j'ai regardé l'heure en me demandant: est-ce une attaque? Il était 20 heures, la conversation a continué. Peu après, on apprend que l'armée de l'air israélienne avait attaqué l'aéroport d'Alep. Plus tard, selon les informations syriennes, des roquettes explosent sur l'aéroport de Damas. Dans les médias européens, on n'en fait état que d'une note marginale. Au Conseil de sécurité de l'ONU, les attaques continues menées par Israël contre la Syrie (cette dernière ne les ayant pas provoquées) ne méritent pas son attention.

Ces temps-ci, la Syrie semble oubliée dans les médias officiels et dans la politique. Je m'en rends particulièrement compte le soir et la nuit, lorsque je réfléchis à mon travail quotidien. Je lis mes notes, j'écoute mes enregistrements en regardant les photos prises lors des entretiens de la journée. Il faut trier. Cela implique aussi d'examiner les déclarations de presse des politiciens oc-



Dans la centrale électrique d'Alep, les cinq turbines ont été détruites par ISIL. Elles sont désormais réparées manuellement. La turbine 5 a pu être remise en service durant l'été 2022. (photo Karin Leukefeld)

cidentaux et autres, notamment en ce qui concerne le Proche et le Moyen-Orient. De survoler au moins les déclarations des ministères des Affaires étrangères, de vérifier les prévisions du Conseil de sécurité de l'ONU, ce qui a été discuté. Les déclarations des ambassadeurs de l'ONU doivent au moins être surveillées. Il faut également trier les médias allemands et anglophones sur Internet.

De quoi les médias s'occupent-ils? Quel est leur sujet? C'est la guerre en Ukraine. Plus précisément, «la guerre d'agression de la Russie». Les journaux télévisés s'efforcent visiblement de placer ce terme, ce «cadre», aussi souvent que possible dans les informations. La guerre en Ukraine a également la priorité dans les déclarations des hommes et des femmes politiques: Anabela Baerbock a qualifié «les pipelines russes étant les armes à la guerre hybride». A une autre occasion, elle a déclaré que la Russie devait échouer stratégiquement, peu importe de l'avis de ses électeurs.

Les rédacteurs des discours tenus d'Olaf Scholz ont récemment employé, lors de son discours à l'université de Charles à Prague, une expression courante dans de nombreux mouvements de protestation: «Quand, si ce n'est pas maintenant, qui, si ce n'est pas nous!» selon la chanson fameuse de Rio Reiser, de 1987. C'était tout de suite devenu le slogan du mouvement pacifiste en Allemagne et, plus récemment, des activistes pour le climat de «Fridays for Future» brandissant leurs pancartes avec cette parole. Or, Olaf Scholz de faire usage de cet appel, de sens pacifiste, de nombreux pour mettre en valeur ses vues militaristes. Il a littéralement déclaré: «Quand, si ce n'est maintenant, allons-nous créer une Europe souveraine capable de s'affirmer dans un monde multipolaire? Et qui, sinon nous, pourrait protéger et défendre les valeurs de l'Europe, à l'intérieur comme à l'extérieur? L'Europe est notre avenir, et cet avenir est entre nos mains.»

Josep Borrell, chargé de la Commission UE des affaires étrangères, a mentionné récemment, devant des journalistes, une réunion UE des ministres des affaires étrangères. Là aussi, il était question de l'Ukraine, des livraisons d'armes, du soutien et de la formation des soldats ukrainiens, tous des sujets figurant à l'ordre du jour. Bien sûr, dit-il aux journalistes, «le rôle de l'OTAN figurait parmi les thèmes de nos entretiens. Notre consensus politique est solide comme le roc». L'UE et l'OTAN se seraient «mis de concert dès le premier jour de l'invasion russe» en y ajoutant «l'unité transatlantique en était l'atout principal». De concert avec la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, il soutenait, dit-il, «l'augmentation des dépenses de défense» en y ajoutant que «l'industrie de la défense devait augmenter ses capacités afin d'approvisionner les armées européennes».

Les Européens parlent, dans de telles occasions, d'«insulte à l'intelligence». Lorsque les médias, les hommes et les femmes politiques prennent les auditeurs ou les téléspectateurs pour des imbéciles de la sorte, ils leur réservent cette notion, «insult for intelligence». S'il ne s'agissait que de cela. Pour ces hommes et femmes politiques de l'UE, dans l'alliance transatlantique avec l'OTAN, les paroles comme celles citées ci-dessus, font parties de la guerre des mots commentant des actes bellicistes. Les grandes entreprises médiatiques applaudissent!

Ces cercles bellicistes ont pris l'Europe en otage, un continent entier, pour une politique de domination conçue, de concert avec Washington. On l'a compris depuis longtemps dans des pays comme la Syrie ou le Liban, mieux que chez nous en Europe. «Nous n'avons rien contre les Allemands ou les gens en Europe», a déclaré le directeur de la centrale électrique d'Alep. «Mais nous voyons que les gouvernements, là-bas, font tout pour nous nuire.» Cette différence est importante. La Commission européenne et les institutions des centres des pouvoirs économique, politique et militaire, décidés à imposer la domination transatlantique au monde entier, veulent la guerre. L'Europe des nations et ses habitants ont toujours la chance d'évoluer dans une meilleure direction.

(Traduction Horizons et débats)

* Exposé lors de la conférence annuelle de la groupe de travail «Mut zur Ethik» («Europe – vers quel avenir?») du 2 au 4 septembre 2022.

«Le conflit ukrainien et ses répercussions sur l'Europe et les Etats Unis»

par William Scott Ritter



Scott Ritter est un ancien officier de renseignement du corps des Marines américains qui, au cours de sa carrière de plus de 20 ans, a notamment travaillé dans l'ex-Union soviétique à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements, dans l'état-major du général américain Norman Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe et, plus tard, comme inspecteur en chef des armes de l'ONU en Irak de 1991 à 1998.

C'est un honneur et un privilège pour moi de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui. Le stratège militaire prussien Clausewitz a dit: «La guerre est une extension de la politique par d'autres moyens.» La raison pour laquelle je mentionne cette citation est que lorsque nous abordons la question du conflit en cours en Ukraine, je pense que nous devrions comprendre qu'il s'agit là de bien plus qu'un simple conflit militaire. Cela va bien au-delà du simple affrontement entre l'armée russe et l'armée ukrainienne.

De l'issue de cette guerre, de ces combats, dépendent les répercussions de ce conflit pour l'Europe et les Etats-Unis. Permettez-moi d'aller droit au but. La Russie est en train de gagner et la Russie va remporter le conflit militaire – et il n'y a rien que l'OTAN ou les Etats-Unis puissent faire pour empêcher cette évolution. Ils peuvent ralentir le processus; ils peuvent en alourdir le prix à payer en vies humaines pour l'Ukraine et la Russie, mais ils n'en changeront pas le résultat. Et je pense que l'Occident commence à prendre conscience de cette réalité. Récemment, l'ambassadeur français aux Nations unies a déclaré qu'il était irréaliste de penser que l'Ukraine pourrait libérer le Donbass et la Crimée. Un nombre croissant de responsables politiques occidentaux prennent conscience du coût que ce conflit fait peser sur l'Europe, sur les Etats-Unis, sur le monde entier. Et ils reconnaissent que son issue ne sera pas celle qu'ils avaient espérée.

Les Etats-Unis et l'OTAN ne pensaient pas que le conflit prendrait cette tournure

Pour commencer, je ne crois pas que les Etats-Unis, l'OTAN ou l'Ukraine aient imaginé que ce conflit évoluerait comme il l'a fait. Je crois que l'OTAN, l'Europe et l'Ukraine se préparaient depuis 2015 à un conflit décisif dans le Donbass, où les effectifs militaires ukrainiens mis en place par l'OTAN, entraînés, équipés, seraient en mesure de lancer une attaque décisive capable de venir à bout des milices de Donetsk et de Lougansk ainsi que de toutes les autres forces que la Russie pourrait mettre en place pour régler le problème. Dans la perspective d'un conflit plus étendu, je pense que les Etats-Unis et l'Europe étaient fermement convaincus que la menace de sanctions économiques et la réalité de ces sanctions dissuaderaient la Russie de s'en prendre à l'Ukraine au sujet du Donbass ou, si la Russie décidait de le faire, entraîneraient l'effondrement rapide de l'économie russe, de graves conséquences politiques pour les dirigeants russes et une défaite rapide et définitive de l'armée russe en Ukraine.

Pas de préparation, pas d'évaluation réaliste des conséquences

Pourquoi en suis-je convaincu? Ayant moi-même servi dans l'armée et ayant participé à des conflits armés, je sais que la planification d'un engagement décisif contre un ennemi implique une mobilisation. Cela requiert une

«Il [l'ordre international fondé sur des règles] s'effondre alors que le monde entier reconnaît de plus en plus la nécessité de la multipolarité, l'importance des autres nations. Que le monde ne peut pas tourner uniquement autour des Etats-Unis.»

accumulation de puissance militaire, une préparation logistique. En bref, cela exige tout ce que l'OTAN, l'Europe et les Etats-Unis ont négligé de faire. Ce conflit n'a fait l'objet d'aucune préparation militaire de la part de l'OTAN, ni des Etats-Unis, ni de l'Europe, ce qui me fait dire qu'ils ne croyaient pas que ce conflit allait être remporté sur le champ de bataille mais plutôt dans les banques, dans les entreprises, sur le terrain de l'économie. Je ne voudrais pas me montrer trop ironique, mais si vous comptez rabaisser la Russie au rang d'une vulgaire station-service déguisée en nation souveraine, il vaut mieux pour vous ne pas être une voiture en panne sèche qui a besoin de faire le plein. Et ça, en bref, c'est ce que sont les économies européennes et américaines.

L'arrogance de l'Occident mène au chaos économique

Les répercussions que les sanctions à l'encontre de la Russie pouvaient entraîner sur le plan énergétique n'ont fait l'objet d'aucune analyse réaliste. Je pense que les Etats-Unis et l'Europe ont fait preuve de suffisance en pensant qu'ils pouvaient contrôler la sécurité énergétique, qu'ils pouvaient contrôler l'approvisionnement énergétique du monde et qu'ils pouvaient bloquer l'économie russe en sanctionnant le secteur de la production russe d'énergie. C'est exactement le contraire qui s'est produit. La Russie a montré qu'elle connaît le marché mondial de l'énergie bien mieux que les Etats-Unis ou l'Europe. Et je ne cherche pas à plaisanter, car la situa-

l'OTAN et de l'Union européenne dire que l'Europe s'est ralliée. L'Europe ne s'est pas ralliée. Il y a de profondes fractures en Europe au moment où nous parlons, et ces fractures vont s'aggraver avec le temps. Voyez-vous, je crois que l'Europe a commis une grave erreur en embrassant le nationalisme ukrainien parce qu'en agissant ainsi elle a déclenché les forces que l'Union européenne était censée éliminer, à savoir les nationalismes européens, le nationalisme polonais, le nationalisme allemand et le nationalisme français. Tout cela est en train d'apparaître au grand jour.

Si elle est touchée par un choc économique, l'Europe va s'éparpiller au lieu de rester en un seul bloc compact. On l'a déjà constaté: la Hongrie s'en est déjà désolidarisée en concluant son propre contrat énergétique avec la Russie pour assurer sa survie et, à mesure que la réalité de l'hiver à venir se fera sentir, vous verrez de plus en plus de pays européens contraints par la force de leur population à se détacher des politiques promulguées par l'Union européenne et l'OTAN et à poursuivre des politiques individuelles destinées à préserver la vie et l'infrastructure de leur propre nation. La guerre en Ukraine va transformer le visage de l'Europe dans un sens que l'Europe a justement cherché à éviter depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La carte de l'Europe est redessinée

Vous savez, l'une des conséquences de la Seconde Guerre mondiale a été le désir de l'Europe que les frontières ne puissent plus

«Heureusement pour les Etats-Unis et l'Europe, ce désir de domination mondiale qu'ont les Etats-Unis, la Russie ne l'a pas. La Russie recherche simplement un nouveau cadre de sécurité européen qui respecte ce qu'elle considère comme ses intérêts légitimes en matière de sécurité nationale. Et c'est là que se trouve l'avenir.»

tion n'est pas drôle, mais parfois, lorsqu'on est confronté à des absurdités et à des ridicules d'une telle ampleur, on n'a pas d'autre choix qu'un gloussement de consternation. Et c'est la situation à laquelle je suis confronté lorsque je considère l'Europe aujourd'hui. L'arrogance du G7, celle de l'OTAN, celle de l'Union européenne a été de croire qu'ils pouvaient dicter sa conduite à la Russie par des moyens de pression économique sans se douter qu'après en avoir été menacée plus d'un an à l'avance, la Russie ne serait pas capable d'élaborer une contre-stratégie – mise au point pour absorber les sanctions de l'Occident et les retourner contre lui. Ce qui est exactement ce qu'a fait la Russie, alors que l'Occident démontrait qu'il n'avait pas prévu de plan B.

L'une des premières choses que l'on apprend dans l'armée, c'est qu'aucun plan ne survit au premier contact avec l'ennemi et que celui-ci a toujours son mot à dire. Par conséquent, cette arrogance qui consiste à se présenter avec un seul plan, un seul concept, un seul raisonnement, un seul mode de fonctionnement et à ne pas être capable de s'adapter à l'évolution des événements a conduit l'Europe à la situation dans laquelle elle se trouve aujourd'hui: le chaos économique total et le risque d'un effondrement économique total.

L'idée de l'unité européenne démasquée comme une fraude

Quelles en sont les conséquences au-delà de l'évidence, au-delà des souffrances que les Européens connaîtront cet hiver, au-delà des dommages causés à l'industrie européenne? La notion d'unité européenne s'est révélée être une supercherie. On entend les dirigeants de

réalisé que la probabilité de voir se déclencher sur son territoire une guerre terrestre de grande ampleur était minime, voire nulle. Et cela explique le fait que l'Europe se soit essentiellement désarmée. Elle a cessé de construire des armes modernes. Ses troupes ont cessé de s'entraîner; elles sont restées dans leurs casernes. Lorsque l'OTAN a décidé, il y a quelques années, de créer ces groupements tactiques à envoyer dans les régions baltes et en Pologne pour dissuader l'agression russe, l'Europe a eu du mal à trouver les effectifs nécessaires à ces groupements tactiques de la taille d'un bataillon de renfort – nous parlons de 1 500 hommes. L'Allemagne, qui, pendant la guerre froide, disposait de forces armées considérables et disposait de cette capacité, a dû sacrifier ses propres blindés pour pouvoir envoyer un bataillon en Lituanie.

Maintenant, essayez une fois de réfléchir à ça: les Allemands ont envoyé un bataillon blindé en Lituanie. Rien que cette pensée doit donner la chair de poule. Ça n'est jamais bon signe. Mais les Allemands ont pu poster un bataillon blindé en Lituanie uniquement parce qu'ils ont cannibalisé tout le reste de leur armée pour le faire. Et maintenant, voilà Jens Stoltenberg qui parle de la nécessité de créer une force d'intervention rapide de 300 000 hommes. Et un des éléments de cette force armée consisterait à renforcer ces groupements tactiques de la taille d'un bataillon en groupements tactiques de la taille d'une brigade. Mais où va-t-on trouver les hommes? Où va-t-on trouver le matériel? Comment va-t-on s'y prendre? En bref, la réponse est: on ne pourra pas. L'Europe, on sait désormais que c'est un tigre de papier. C'est là l'une des conséquences de ce conflit.

L'OTAN a échoué

Sauf que l'on n'a pas seulement affaire à l'Europe qui est une union économique en faillite, mais aussi l'OTAN qui est une alliance militaire en faillite, et qui n'a pas la capacité d'entrer en conflit militaire d'envergure avec quelque ennemi que ce soit, ou avec un ennemi potentiel de la taille de la Russie. Par ailleurs, les Etats-Unis ont une fois de plus montré qu'ils sont peut-être le pire allié que l'Europe puisse avoir. Il fut un temps où les Etats-Unis étaient un allié fiable, où ils étaient le cœur et l'âme de l'alliance défensive de l'OTAN, mais une fois la guerre froide terminée et l'OTAN ayant perdu sa raison d'être, au lieu de chercher un moyen de démembrer cette relique de la guerre froide, les Etats-Unis ont pris l'initiative de transformer l'OTAN en une alliance offensive. Un seul coup d'œil sur la guerre du Kosovo suffit pour comprendre que l'OTAN ne constitue plus une alliance défensive. Là-bas, on a assisté à une action offensive. Un autre coup d'œil sur l'intervention en Libye est également suffisant pour s'en rendre compte. Et que faisait l'OTAN, une organisation de sécurité transatlantique, en Afghanistan pendant près de deux décennies? Alors – vous savez – l'OTAN a perdu sa raison d'être. Les Etats-Unis ont laissé tomber l'OTAN en Afghanistan. Je ne sais pas si l'Europe s'est réveillée à ce sujet, mais nous avons abandonné l'OTAN, nous avons abandonné l'Europe, nous avons laissé l'OTAN se débrouiller toute seule en Europe, et cela a incité de nombreux membres de l'OTAN à se demander: quelle est la pertinence de tout cela, quelle est notre mission? Pourquoi sommes-nous là?

Les Etats-Unis ont abandonné l'OTAN

Ensuite les Etats-Unis ont fait volte-face parce qu'il y avait eu un changement de dirigeant et là, on a dit «non, maintenant vous servez à quelque chose, à présent il faut que vous vous concentriez sur la Russie». Et l'OTAN l'a fait, mais pas militairement, l'OTAN n'a jamais développé la capacité militaire nécessaire à la confrontation avec la Russie. Ainsi, les Etats-Unis ont conduit l'OTAN, en Ukraine, sur la voie d'une guerre par procuration décisive avec la Russie, où l'OTAN ap-

L'Europe démasquée

Il faut y ajouter autre chose encore:

La militarisation de l'Europe. À la fin de la guerre froide, je pense que l'Europe a

* Exposé lors de la conférence annuelle de la groupe de travail «Mut zur Ethik» («Europe – vers quel avenir?») du 2 au 4 septembre 2022.

Que faut-il pour libérer l'ONU du joug de la politique de puissance?

par Hans-Christof von Sponeck, Allemagne*



Hans-Christof von Sponeck a travaillé 32 ans à l'ONU. Durant cette période, il a notamment travaillé à New York, au Ghana, au Pakistan, au Botswana, en Inde et a été directeur du bureau européen du programme de développement du PNUD à Genève. De 1998 à 2000, il a été coordinateur de l'ONU et secrétaire général adjoint de l'ONU, responsable du programme humanitaire «pétrole contre nourriture» en Irak. En février 2000, il a démissionné pour protester contre la politique de sanctions contre l'Irak. Hans-Christof von Sponeck a été récompensé à plusieurs reprises, notamment par le Coventry Peace Prize de l'Eglise d'Angleterre, le Peacemaker Award de Washington Physicians for Social Responsibility et le Bremer Friedenspreis. Il travaille actuellement avec Richard Falk à la rédaction d'un livre sur la réforme de l'ONU qui sera publié en 2022.

Il y a beaucoup à dire sur la libération de l'ONU du joug de son oppression géopolitique. Il s'agit d'une libération. Mais tout d'abord, quelques brèves indications sur l'origine du joug en question.

Parmi ces origines figure la rencontre historique de février 1945 entre Staline, Roosevelt et Churchill à Yalta, en Crimée. En préparation de la création des Nations unies pour succéder à la Société des Nations qui avait échoué, trois vieux hommes – un communiste et deux capitalistes – voulaient créer une institution qui garantirait la paix et le bien-être mondial. Ils se sont mis d'accord sur le fait que leurs intérêts individuels devaient être garantis par le droit de veto au Conseil de sécurité. Ainsi, l'on dépend les uns des autres pour exprimer le pouvoir individuel. Il s'agissait d'un accord faustien, d'une conspiration machiavélique! C'était probablement la partie la plus importante du joug naissant de l'ONU.

Une volonté de leadership occidental à l'ONU

Cela ne pouvait pas bien se passer! Cela signifiait un choc d'idéologies et d'intérêts nationaux propres, considérablement aggravés

* Exposé lors de la conférence annuelle de la groupe de travail «Mut zur Ethik» («Europe – vers quel avenir?») du 2 au 4 septembre 2022.

par l'éveil du monde des colonies. Deux ans seulement après la création de l'ONU, les réalités terrifiantes de la guerre froide, qui accompagne encore notre monde aujourd'hui, sont apparues.

Au cours de la guerre froide, l'Occident était politiquement beaucoup plus puissant, économiquement et financièrement beaucoup plus potent et parfaitement préparé à revendiquer le leadership de la nouvelle organisation.

Aujourd'hui encore, l'ensemble du système de l'ONU est solidement ancré à l'Ouest:

- Le siège politique de l'ONU se trouve à New York;
- Les unités de l'ONU comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont leurs bureaux à Washington;
- la Cour internationale de justice se trouve à La Haye;
- les agences spécialisées sont principalement situées en Europe occidentale et en Amérique du Nord;
- trois des membres permanents du Conseil de sécurité sont des pays occidentaux.

Conclusion: le rêve du possible de l'ONU est resté pendant plus de 77 ans le cauchemar de l'impossible! Le joug de la politique de puissance occidentale a largement privé l'ONU de la liberté d'action que la Charte de l'ONU lui a attribuée et dont elle a besoin pour remplir sa mission de progrès humain mondial.

Le joug de la politique de puissance

Examinons cette emprise d'un peu plus près et essayons ensuite de répondre à la question suivante: que faut-il pour libérer l'ONU du joug de la politique de puissance occidentale et que cela implique-t-il?

Tout d'abord, le monde du 21^e siècle est aujourd'hui plus divisé que jamais. La responsabilité principale incombe aux puissances mondiales, en particulier aux Etats-Unis et à l'unilatéralisme qu'ils ont imposé, mais aussi, bien sûr, aux quatre autres membres du Conseil de sécurité.

Les cinq puissances du Conseil de sécurité (P5) ont peur de la majorité des nations de l'Assemblée générale qui ne veulent plus accepter «l'emprise des cinq».

Mais cette peur explique l'emprise en question:

- Le comportement du P5 a empêché le désarmement de manière générale ainsi que le désarmement nucléaire, tous deux depuis

longtemps exigés par la grande majorité de l'Assemblée générale.

- Comme l'a montré le cycle de négociations commerciales de Doha de la CNUCED, la création d'un nouvel ordre économique mondial plus équitable, appelé *New International Economic Order* (NIEO), a toujours été bloquée par les membres permanents et d'autres pays de l'OCDE.
- La décolonisation reste un thème important de l'ONU, car l'indépendance n'est pas accordée aux territoires d'Asie, d'Amérique latine, du Pacifique et d'Afrique par les propriétaires des colonies.
- Les puissances mondiales telles que la Chine et les Etats-Unis font partie des plus grands pollueurs, mais n'ont que lentement et timidement promis leur soutien à la lutte contre le réchauffement climatique à Paris, Copenhague et Glasgow (2021).
- La coopération entre l'ONU (Assemblée générale et Conseil de sécurité) et la société civile et les ONG, malgré quelques avancées ces dernières années, n'a progressé que lentement. Des pays puissants, pas seulement les pays du P5, mais aussi des pays comme l'Inde et le Brésil, ont freiné une telle coopération, de peur que la souveraineté des gouvernements ne soit limitée.
- Jusqu'à présent, le droit international ne s'est principalement appliqué qu'aux faibles. Les puissants de ce monde jouissent d'une claire impunité pour leurs actes contraires au droit international. L'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Syrie, la Libye et l'Ukraine ne sont que quelques exemples, mais des exemples graves. La Cour internationale de justice de l'ONU peut émettre des jugements, mais n'en découle aucune obligation de les respecter. Elle est ainsi restée impuissante. Le fait que la Cour pénale internationale (qui n'est pas une institution de l'ONU) soit restée en grande partie un tribunal pour l'Afrique est accablant.
- Le joug de la dépendance financière du système de l'ONU vis-à-vis des pays donateurs s'est alourdi au fil des années, alors que les contributions obligatoires restent faibles – et c'est embarrassant. Le budget du secrétaire général de l'organisation en question est inférieur à celui du chef de la police de New York! En comparaison avec les contributions par habitant des Etats-Unis et de l'Allemagne, le petit royaume du

Bhoutan paie une contribution plus élevée. A cela s'ajoute une politisation croissante des contributions volontaires: les pays donateurs imposent leurs conditions sur la manière dont leurs contributions doivent être utilisées. Le système de l'ONU est ainsi privé de la liberté de mettre en œuvre ses propres priorités.

- Les tentatives des Etats membres de supprimer le service permanent des affaires étrangères de l'ONU, ont certes échoué jusqu'à présent, mais ont établi un climat d'incertitude parmi le personnel de l'ONU et ceux qui s'intéressent à une carrière dans ce domaine. Pourtant, chaque Etat a son Ministère des affaires étrangères.

Ces huit exemples sont des indices de la force du joug existant sur l'ONU. Celui-ci a considérablement compliqué le travail des Nations unies jusqu'à présent.

Se libérer du joug de la politique de puissance

Il serait naïf de penser que la reconnaissance des obstacles normatifs, structurels et de fond dans le système de l'ONU ainsi que la demande de réformes par la majorité des Etats membres de l'ONU suffisent à libérer l'ONU du joug de cette oppression.

Comme nous l'avons dit, les tentatives de réforme ont toujours existé. Elles ont toutes été infructueuses et le resteront tant que – et c'est décisif pour l'avenir de l'ONU – les grandes puissances ne sont pas prêtes à reconnaître que le monde du 21^e siècle n'est pas resté celui de 1945. Elles devraient aussi accepter le passage d'une non-communauté à une véritable communauté internationale, telle qu'elle est mentionnée dans le préambule de la Charte. Cela ne sera pas possible sans que les pays du P5 passent du droit de la force à la force du droit!

Cela implique de remplacer l'égoïsme géopolitique, l'unilatéralisme et l'impunité par une volonté de compromis et de convergence et par l'obligation de rendre des comptes pour tous.

La carte des conflits et des crises dans le monde d'aujourd'hui montre clairement que le temps d'un changement fondamental de mentalité et de la libération de l'ONU de son joug n'est pas encore possible. Mais ce temps viendra. Sans changement de mentalité, le monde n'a pas d'avenir.

«Dans notre for intérieur résident d'avantage de forces que nous ne pensons!»

En tant que citoyens réfléchis, nous devons nous sentir obligés, surtout en ces jours de nouvelle guerre en Europe, de renforcer encore notre engagement pour un monde pacifique avec le courage de la conviction.

Il s'agit de garder les pieds sur terre, mais aussi de toujours regarder vers les étoiles. Dans notre for intérieur résident d'avantage de forces que nous ne pensons!

(Traduction Horizons et débats)

«En tant que citoyens réfléchis, nous devons nous sentir obligés, surtout en ces jours de nouvelle guerre en Europe, de renforcer encore notre engagement pour un monde pacifique avec le courage de la conviction. Il s'agit de garder les pieds sur terre, mais aussi de toujours regarder vers les étoiles. Dans notre for intérieur résident d'avantage de forces que nous ne pensons!»

«Le conflit ukrainien et ...»

suite de la page 3

pauvrit encore plus ses moyens militaires en transférant des équipements et du matériel à l'Ukraine pour ensuite les voir détruits sur le champ de bataille par la Russie, sans disposer des ressources industrielles nécessaires à leur remplacement. Les Etats-Unis ont abandonné l'OTAN.

L'effondrement de l'empire américain

Pour les Etats-Unis, les conséquences de ce conflit sont de précipiter la disparition de l'ordre international fondé sur des règles, c'est-à-dire le club que les Etats-Unis ont créé à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est en train de s'effondrer. Il s'effondre alors que le monde entier reconnaît de plus en plus la nécessité de la multipolarité, l'importance des autres nations. Que le monde ne peut pas tourner uniquement autour des Etats-Unis. Et cette charge contre la multipolarité est menée par la Russie et

la Chine, avec l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres nations en première ligne.

Quoi qu'il en soit, cela avait quelque chose d'inévitable; l'histoire du monde montre qu'il existe un processus d'évolution et que les empires finissent par disparaître. Mais ce qui se déroule devant nos yeux, ce n'est pas le déclin de l'empire américain, mais l'effondrement de l'empire américain. Et l'une des conséquences de ce conflit est que les Etats-Unis constatent que leur rôle dans le monde s'effondre au moment même où nous parlons. Comment s'en sortir, puisque si nous analysons la situation, les Etats-Unis et l'Europe ont échoué stratégiquement à tous les niveaux, politiquement, économiquement, militairement. C'est la Russie qui est le grand gagnant.

La coexistence pacifique entre l'Europe et la Russie est-elle possible?

Heureusement pour les Etats-Unis et l'Europe, ce désir de domination mondiale

qu'ont les Etats-Unis, la Russie ne l'a pas. La Russie recherche simplement un nouveau cadre de sécurité européen qui respecte ce qu'elle considère comme ses intérêts légitimes en matière de sécurité nationale. Et c'est là que se trouve l'avenir.

Une victoire décisive de la Russie contraindra finalement l'Europe à renoncer à son adhésion suicidaire à l'OTAN et à son rôle perpétuel d'extension de la politique de sécurité nationale américaine, et à rechercher plutôt un accord réaliste et responsable avec la Russie sur la manière dont cette dernière et l'Europe pourraient coexister pacifiquement, mais pas comme des amis. L'Europe, à mon avis, a perdu pour toujours, du moins dans un avenir rapproché, l'occasion d'être l'amie de la Russie. La Russie ne fera plus jamais confiance à l'Europe – d'ailleurs la Russie n'aurait jamais dû faire confiance à l'Europe. L'Europe ne sera plus jamais partenaire de la Russie. On ne devient pas partenaire de nations qui vous poignent dans le dos

comme l'Europe l'a fait avec la Russie. Par contre, ce qui demeure possible, c'est la coexistence pacifique.

L'Etat de droit plutôt qu'un ordre international fondé sur des règles

Et je crois que c'est là l'objectif de la Russie, et je crois que cela va aussi devenir l'objectif de l'Europe. A long terme, les perdants dans tout cela seront les Etats-Unis, tandis que le gagnant à long terme en sera le reste du monde. Car plus vite les Etats-Unis seront contraints de renoncer à leur rôle, autoproclamé, de maître du jeu mondial, plus vite le monde sera en mesure d'inviter les Etats-Unis à la table d'une multipolarité où l'Etat de droit supplante l'ordre international fondé sur des principes.

Echanger ces pensées avec vous a été un plaisir, je vous remercie de votre attention. •

(Traduction Horizons et débats)

La paix dans le Caucase du Sud: prochaine victime de la géopolitique occidentale?

par Ralph Bosshard

Ces derniers jours, des nouvelles ont circulé selon lesquelles un accord de paix pourrait être en vue dans le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui mettrait fin non seulement au conflit vieux de plusieurs décennies, sur le Haut-Karabakh, mais aussi au vieux conflit entre les deux Etats du Caucase du Sud.¹ Toutefois, cet accord n'est pas encore consolidé: la guerre en Ukraine et des considérations géopolitiques pourraient encore faire échouer le projet.

Le 9 novembre 2020, un accord de cessez-le-feu est entré en vigueur sur médiation de la Russie, mettant provisoirement un terme à six semaines de guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La pierre d'achoppement des négociations de paix a ensuite été le «corridor Zangezur», qui doit relier l'Azerbaïdjan à l'enclave de Nakhichevan, située à l'ouest de l'Arménie. L'Azerbaïdjan a toujours eu coutume d'utiliser des moyens militaires pour exercer une pression politique. A cette fin, Bakou n'a pas hésité ces derniers mois à prendre le territoire arménien pour cible et à occuper des parties de terrain dont l'appartenance à l'Arménie ne fait aucun doute. Mais jusqu'à présent, hormis des paroles, l'Occident n'avait pas grand-chose à offrir aux Arméniens.²

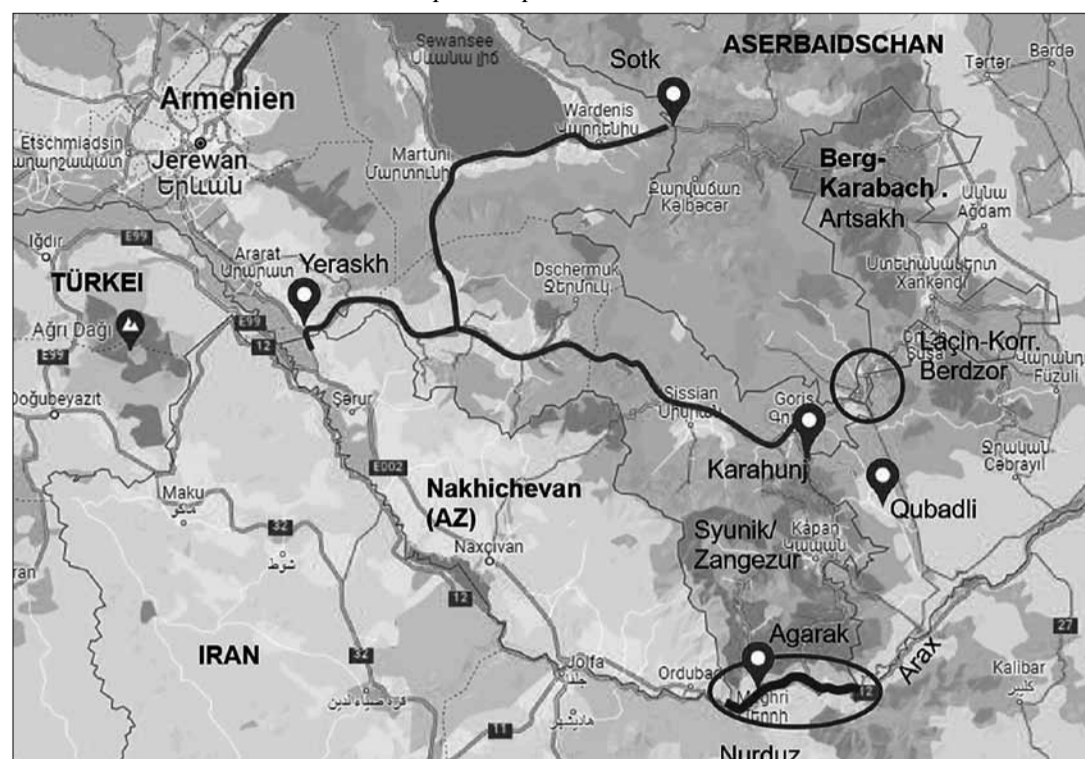
Une histoire mouvementée

Au cours de l'histoire mouvementée de l'Arménie, la région historique du Zangezur faisait partie de la région de Syunik, qui était considérablement plus grande que l'actuelle province du même nom dans le sud de l'Arménie. Après la révolution d'octobre de 1917, les républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan devenues indépendantes se sont disputées l'appartenance de certaines régions à population mixte, dont le Zangezur. Après de violents conflits arméno-azerbaïdjanais, la majeure partie de la région a été attribuée en 1924 à la RSS d'Arménie, qui avait entre-temps intégré l'Union soviétique. Par la suite, les Azerbaïdjanais de souche ont émigré de cette région.³ Les discussions autour du Zangezur suscitent désormais des craintes que l'Azerbaïdjan puisse également revendiquer ces territoires-là.

L'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020 contient, outre des dispositions à caractère militaire relatives à l'arrêt des hostilités, des dispositions visant à régler les différends politiques. Il y est question notamment de la levée de tous les barrages routiers dans la région.⁴ Cela équivaudrait à un grand pas en avant, car les frontières entre l'Arménie et respectivement la Turquie et l'Azerbaïdjan étaient hermétiquement fermées depuis la fin de la guerre en 1994, et même pas ouvertes aux diplomates et aux observateurs de l'OSCE chargés de contrôler le cessez-le-feu. Un accord sur la fin du blocus entre la Turquie et l'Arménie avait été négocié le 10 octobre 2009 à Zurich, mais n'a jamais été mis en œuvre.⁵

L'accord de cessez-le-feu prévoit notamment la levée de tous les blocus, mais sa mise en pratique concrète divise les esprits: l'Arménie a proposé la réouverture de postes-frontières avec l'Azerbaïdjan à Karahunj et Sotk, ainsi qu'un poste-frontière avec la province azerbaïdjanaise de Nakhichevan à Yeraskh. Surtout le poste de Karahunj serait important à plusieurs égards, car il ouvrirait non seulement la route de Goris en Arménie vers Qubadli en Azerbaïdjan, mais faciliterait également le transit routier vers le Syunik arménien, qui longe sur de nombreux kilomètres la frontière arméno-azerbaïdjanaise. L'utilisation de cette route avait déjà fait l'objet de litiges l'année dernière, lorsque les autorités azerbaïdjanaises avaient soudain exigé des droits de douane de la part des transporteurs iraniens.

L'Azerbaïdjan, quant à lui, insiste sur l'ouverture de la liaison routière et ferroviaire le long de la rivière Arax, qui constitue la frontière entre l'Iran et l'Arménie. Mais Bakou veut plus que cela: elle souhaite que sur cette route des transports soient possibles sans contrôle arménien.⁶ Dans l'accord de cessez-le-feu de novembre 2020, il avait



Des voies de communications en Arménie du Sud (carte Ralph Bosshard)

été convenu que les voies de communication entre l'Azerbaïdjan et Nakhichevan seraient sous le contrôle des troupes frontalières russes.⁷

L'appellation même de «corridor de Zangezur» suscite la méfiance en Arménie, car la comparaison avec le corridor de Laçin (Berdzor en arménien) n'est pas loin. Celui-ci relie le Haut-Karabakh à l'Arménie et représente une portion de territoire initialement azerbaïdjanais qui est restée sous le contrôle de la République d'Artsakh lors du cessez-le-feu de novembre 2020.⁸ Erevan craint de perdre le contrôle de la région frontalière si la partie azerbaïdjanaise envisage une solution similaire pour la région du fleuve Arax. Le principal point de passage entre Agarak en Arménie et Nurduz en Iran serait alors sous le contrôle de l'Azerbaïdjan, et cela fait renaître l'ancienne crainte qu'au lieu de vouloir ouvrir des voies de communication dans la région, l'Azerbaïdjan et la Turquie ne cherchent à isoler totalement l'Arménie.⁹ Dans l'accord de cessez-le-feu il n'a jamais été question d'une cession de territoire arménien à l'Azerbaïdjan, et une telle cession à la frontière entre l'Arménie et l'Iran serait exactement le contraire de ce qui était prévu.

Du point de vue arménien, il s'agit de l'existence ou non de l'Etat arménien et de sa population, y compris celle du Haut-Karabakh. Les récentes annonces concernant les cours de l'OTAN en Azerbaïdjan et les exercices conjoints des armées azerbaïdjanaise, turque et géorgienne renforcent les craintes des Arméniens d'être coincés entre l'ennemi juré et Etat de l'OTAN qu'est la Turquie, une Géorgie de plus en plus hostile, et un Azerbaïdjan qui peut tout se permettre grâce à son importance en tant que fournisseur de gaz naturel pour l'Europe.¹⁰ Parallèlement, l'Arménie risque d'être isolée de l'Iran, avec lequel elle entretenait jusqu'ici de bonnes relations, et de son allié russe.

Rôle du panturquisme

Mais l'enjeu de cette lutte va bien au-delà de la région du Caucase du Sud. Ces dernières années, le président turc *Recep Erdoğan* en particulier a appuyé sa vision du monde turcophone, qui trouve son expression politico-diplomatique dans l'Organisation des Etats turcs. La Turquie, pays le plus peuplé d'Asie centrale, revendique le leadership de ce groupe d'Etats jusqu'ici plutôt informel, qui comprend, outre l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Kazakhstan.¹¹ Les partisans du panturquisme ne se font que trop volontiers l'écho de telles aspirations, rappelant que des minorités turcophones vivent également en Grèce, en Bulgarie, en Crimée, en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Chine, en Moldavie et en Russie. Avec le corridor Zangezur, l'Azerbaïdjan créerait une liaison terrestre entre les Turcs de la Méditerranée et les peuples turcs d'Asie centrale. Le pays jouerait alors un rôle clé au sein du groupe d'Etats. Avec le contrat de fourniture de gaz

naturel que l'Azerbaïdjan a récemment conclu avec l'UE, le pays a déjà réalisé l'aspect économique de cette revendication, à savoir celui de plaque tournante pour le commerce de pétrole et de gaz de la région de la mer Caspienne.¹²

Bien sûr, les pays membres d'Asie centrale ne souhaitent pas brusquer la Turquie, mais ils ont des expériences historiques, des normes socioculturelles et des systèmes politiques différents.¹³ Si ces pays ont eu des expériences ambivalentes avec la Russie et l'Union soviétique, ils n'ont pas été impliqués dans l'hostilité qui a séparé l'empire russe et l'empire ottoman. Au contraire, l'Union soviétique et la Russie en particulier ont joué un rôle important dans le développement de la région d'Asie centrale au 20^e siècle. La prétention turque au leadership y suscite un certain scepticisme, et se heurte à la solide conscience de soi de ces nations au riche héritage culturel et historique.

Alliés et voisins de l'Arménie

Toutefois, plusieurs pays d'Asie centrale sont également membres de l'*Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)* et donc des alliés militaires de l'Arménie.¹⁴ En raison de sa taille et de sa puissance militaire, la Russie joue naturellement un rôle majeur au sein de l'OTSC, tandis que les forces armées des républiques d'Asie centrale, à l'exception de celles du Kazakhstan, ne doivent pas être considérées comme aussi puissantes que ne le laissent supposer les chiffres disponibles. Le fait que la Russie soit actuellement engagée militairement en Ukraine peut avoir encouragé le président *Aliyev* à adopter une attitude plus ferme vis-à-vis de l'Arménie. L'Ukraine et l'Occident pourraient tenter de le motiver à exiger des concessions encore plus importantes. Mais il suffirait que les Etats d'Asie centrale signalent à Bakou que si elle continue de s'en prendre militairement à leur allié, les liens que l'Azerbaïdjan souhaite établir avec l'Asie centrale ne se concrétiseront pas.

L'attitude de la Géorgie, dont l'histoire présente des parallèles importants avec celle de l'Arménie, peut être particulièrement décevante pour de nombreux Arméniens. En tant que petit pays majoritairement chrétien, situé à la frontière entre deux grands empires et entouré de régions à dominante musulmane, on s'attendrait à voir en la Géorgie un allié naturel de l'Arménie. Mais pour Erevan, les flirts des dirigeants géorgiens avec l'UE, l'OTAN et le voisin turc ne présagent rien de bon.

Géopolitique occidentale

Ces derniers jours, la diplomatie russe a une nouvelle fois poussé les adversaires du Caucase du Sud à négocier.¹⁵ Mais les géopoliticiens occidentaux y voient déjà leur chance dans la lutte contre l'Iran et, plus largement, dans la lutte pour l'hégémonie au Proche-Orient¹⁶ et pourraient tenter de faire échouer les efforts de paix. Dans cette lutte concurrentielle, l'Occident a récemment perdu des plu-

mes depuis que la Turquie et, ces derniers mois, l'Arabie saoudite se sont de plus en plus opposées à l'influence occidentale. Toutefois, une ingérence des géopoliticiens de Washington et de Bruxelles, qui pensent pouvoir remettre un pied dans la région grâce au conflit du Haut-Karabakh, serait la dernière chose dont les habitants de la région auraient besoin.

¹ v. Orkhan Nabyev: «Baku, Yerevan agree on main points of peace treaty – Turkish FM», ds.: *Trend News Agency* du 11/10/22, vers. num: <https://en.trend.az/azerbaijan/politics/3655527.html> und «Armen Grigoryan: there is agreement to sign peace treaty between Armenia and Azerbaijan by end of year», ds.: *Arka News Agency* vom 14.10.2022, vers. num: http://arka.am/en/news/politics/armen_grigoryan_there_is_agreement_to_sign_peace_treaty_between_armenia_and_azerbaijan_by_end_of_year/

² v. «PACE President calls on Armenia, Azerbaijan to redouble efforts to resolve conflict», in: *News.am* du 11/10/22, vers. num: <https://news.am/eng/news/724499.html>, «Ombudswoman briefs OSCE Minsk Group French co-chair on consequences of Azerbaijan attack on Armenia», in: *News.am* du 11/10/22, vers. num: <https://news.am/eng/news/724505.html>, et «Azerbaijan must withdraw its forces from sovereign territory of Armenia: PACE lawmaker haunted by Azeri war crimes», ds: *Armenpress* du 11/10/22, vers. num: <https://armenpress.am/eng/news/1094605.html>

³ v. «Zangezur, which is currently part of southern Armenia, has been a disputed territory since World War I», ds: *TRT World* du 29/06/22, vers. num: <https://www.trtworld.com/magazine/what-is-the-zangezur-corridor-and-why-does-it-matter-to-eur-asia-58405>

⁴ v. art. 9 accord du cessez-le-feu du 09/11/2020, vers. num: <https://www.bbc.com/russian/news-54886782> en langue russe et <https://web.archive.org/web/2020111212431/http://en.kremlin.ru/events/president/news/64384> (angl.).

⁵ cf. «Schweiz als Vermittlerin zwischen Armenien und der Türkei», ds.: *Human Rights* du 29/10/2009, vers. num: <https://www.humanrights.ch/de/ipf/menschenrechte/aussenpolitik/schweiz-vermittlerin-tuerkei-armenien>

⁶ v. «Yerevan, Baku agree to most of Zangezur corridor», Russian newspaper reports», ds: *Civilnet* du 29/6/22, vers. num: <https://www.civilnet.am/en/news/666581/yerevan-baku-agree-to-most-of-zangezur-corridor-russian-newspaper-reports/>

⁷ v. article 9 accord du cessez-le-feu du 09/11/20, loc. cit.

⁸ v. art. 6 accord du cessez-le-feu du 09/11/20, loc. cit.

⁹ v. Arshaluis Mgdetsyan: «Attacks on Armenia highlight ongoing disputes over 'corridor' for Azerbaijan», ds: *Eurasianet* vom 14.9.2022, vers. num: <https://eurasianet.org/attacks-on-armenia-high-light-ongoing-disputes-over-corridor-for-azerbaijan>

¹⁰ v. «Georgia, Azerbaijan, Turkey to share experience in Caucasus Eagle defence drills», ds.: *Agenda.ge* du 11/10/22, online à l'adresse <https://agenda.ge/en/news/2022/3944>, et Ministère de Défense, Azerbaïdjan: *Baku hosts NATO training course*, 10.10.2022, online l'adresse <https://mod.gov.az/en/news/baku-hosts-nato-training-course-43145.html>. Quant à l'Accord de livraisons de gaz entre l'Azerbaïdjan et l'UE v. «EU signs deal with Azerbaijan to double gas imports by 2027», ds: *Reuters* du 18/07/22, vers. num: <https://www.reuters.com/business/energy/eu-signs-deal-with-azerbaijan-double-gas-imports-by-2027-2022-07-18/>

¹¹ cf. Site internet de l'organisation sous <https://www.turkcon.org/en/uye-ulkeler>. Dans cette organisation, l'Hongrie (!) et le Turkménistan participent en statut d'observateurs.

¹² v. «EU signs deal with Azerbaijan to double gas imports by 2027», ds: *Reuters*, loc. cit.

¹³ à cet aspect, v. notamment Matthias Wolf: «Zwischen Osmanismus, Lenin und Turan – Warum die Türkvolker Zentralasiens 'auf andere Art türkisch' sind», ds: *Deutsches Zentrum für Südkaukasus* du 2/0/2021, vers. num: <https://sudkaukasus.de/zwischen-osmanismus-lenin-und-turan-warum-die-turkvolker-zentralasiens-auf-andere-art-turkisch-sind/>

¹⁴ v. le site internet officiel de la OVKS: <https://en.odkb-csto.org/>

¹⁵ v. «As result of mediation activity of Russian side, military clashes between Azerbaijan and Armenia have been stopped – President Ilham Aliyev», ds: *Trend News Agency* du 14/10/22, vers. num: <https://en.trend.az/azerbaijan/politics/3657048.html>

¹⁶ L'article suivant en est un modèle: Cavid Veliyev, «Iran's Frustrations With the Zangezur Corridor», ds: *Eurasia Daily Monitor*, Jamestown Foundation, 23/09/22, vers. num: <https://jamestown.org/program/irans-frustrations-with-the-zangezur-corridor/>

Dans le chaos de l'économie du gaz, les gens sont doublement trompés

par le Professeur Eberhard Hamer, Mittelstandsinstitut Niedersachsen e. V.



Eberhard Hamer
(photo mad)

La propagande d'Etat des médias publics affirme, plusieurs fois par jour, que seul Poutine est responsable de notre chaos économique gazier. En réalité, ce n'est pas Poutine qui a mis fin à l'approvisionnement en gaz, mais l'UE, avec l'aide de notre propre gouvernement ayant imposé des sanctions gazières à la Russie. Elle ne veut plus recevoir de pétrole de la Russie d'ici la fin de l'année.

Lorsque M^{me} Wagenknecht affirme, à juste titre, que nous serions débarrassés de tout problème de gaz en une semaine si nous retirions les sanctions, cela a été confirmé par Poutine, mais on reproche à cette ancienne militante de la Gauche de «trahir» le récit gazier imposé à nous tous. Le fait demeure: La crise gazière actuelle et l'urgence gazière imminente ont été provoquées par notre propre gouvernement, dirigé par sa réelle vassalité envers l'UE et les Etats-Unis.

Ces mêmes médias, tout en attribuant la pénurie de gaz allemande à Poutine, confirment par ailleurs quotidiennement qu'il y a suffisamment de gaz dans le monde et que les réservoirs allemands sont suffisamment remplis (plus de 90%). On fait donc croire à la population que le pire attendu cet hiver serait une chimère. Pourtant, les gens ont le sentiment légitime d'être, un de ces jours, confrontés à un arrêt du gaz ce qui les a amenés à se procurer des appareils de chauffage électrique en nombre de dizaines de milliers. La population ne croit apparemment plus au deuxième mensonge de son gouvernement.

M. le ministre Habeck tente de calmer le jeu en affirmant que «toutes les mesures sont prises pour éviter à la population une pénurie de gaz».

L'industrie gazière s'attend à une pénurie de gaz totale en hiver

Mais le fait est que même l'industrie gazière s'attend à une pénurie de gaz en hiver, et cela à grande dimension. En effet, sur la base du plan d'urgence gouvernemental du 23 juin 2022, celui-ci peut décréter l'atteinte du niveau d'alerte ce qui lui permettra d'ordonner des mesures exceptionnelles concernant, en premier lieu, les clients dans le secteur dit «non protégé». Si ces mesures ne suffisent pas à stabiliser la situation, il peut s'avérer nécessaire, en raison de la baisse de la pression d'approvisionnement, de procéder également à des restrictions dans le secteur «protégé» et, en cas d'urgence, de réduire l'approvisionnement en gaz jusqu'à sa rupture.

Dans un message circulaire, un fournisseur de gaz a déjà informé les installateurs de gaz qu'ils devaient se préparer à l'état d'urgence du gaz. En cas de chute de la pression dans les conduites d'alimentation, les particuliers ne pourraient pas remettre en service les chaudières à gaz par eux-mêmes, une fois la panne terminée. Le fournisseur de gaz demande donc aux installateurs de fermer la vanne d'arrêt principale et la vanne de l'appareil à gaz jusqu'à ce que le gaz soit à nouveau disponible, et de procéder eux-mêmes à la réouverture de la conduite principale de gaz et des appareils jusqu'à ce que la zone de distribution puisse à nouveau être approvisionnée et que le fournisseur de gaz ait donné aux installateurs l'instruction de remettre les installations en service. Pour la plupart des appareils, les particuliers ne seront donc pas capables de les reprendre en service par eux-mêmes. «Veuillez-vous préparer à ce que de nombreux clients s'adressent à vous (installateurs) en tant que personnel spécialisé pour la remise en service de leurs installations de gaz», écrit le fournisseur.

Les entreprises concernées ont en général entre 300 et 1000 clients. Mais comme, ces derniers temps, les entreprises d'installation sont soumises à une perte, des maisons aussi bien que du personnel le nombre de clients privé de «leur» d'installateur de gaz augmente.

Concrètement, lorsque le gaz est coupé et qu'un jour, il est à nouveau à disposition, et même en quantité suffisante, les foyers se trouveront, vraisemblablement en masse, confrontés à ce genre de problèmes.

Les ménages peuvent rester confrontés au gel à de températures basses pendant des jours,

des semaines, voire des mois, parce qu'ils se verront hors d'état de remettre leurs appareils en marche, obligés de faire appel à un spécialiste. Mais un tel scénario laisse évidemment douter de ce que, à ce moment, nous disposons du nombre suffisant de ces spécialistes.

Les conséquences de cette situation sont graves. Le gouvernement s'attend à un arrêt des réserves de gaz en hiver et ne l'avoue pas. L'industrie du gaz, elle, s'attend, elle aussi, à un arrêt du gaz et prépare les entreprises artisanales compétentes à cette éventualité. Les entreprises artisanales, elles, savent d'avance qu'elles ne disposeront que de possibilités limitées d'aide en cas d'arrêt du gaz et que des millions de ménages ne pourront pas être servis pendant des jours ou des semaines. Evidemment, les entreprises de distribution doivent garder pour eux ce fait confidentiel n'en soufflant mot à leurs clients «pour ne pas les inquiéter». Ils doivent donc rester dans l'ignorance pour couper court à toute tentative de s'y révolter.

Autre menace: le black-out

L'effondrement de la pression du gaz prévu par le service du gaz ne peut donc pas être réparé pendant des jours ou des semaines pour de nombreux ménages, faute d'artisans spécialisés, les contraignant ainsi à prendre des mesures d'urgence. Les millions d'appareils de chauffage électrique existants seront alors mis en fonction. Cela seul peut à son tour déboucher sur un black-out du réseau électrique. Du coup, les gens ne disposeront alors plus de gaz ni d'électricité, se trouvant privées de toute perspective d'aide à court terme. En plus, il faudra environ 14 jours pour remettre le système en état de marche, c'est-à-dire pour faire redémarrer les réseaux.

Dans un tel cas, nous aurons affaire à un effondrement de la circulation (feux de signalisation en dysfonction), de l'approvisionnement en eau, à la fin des réfrigérateurs, des achats (caisses enregistreuses en panne), de

nos postes de télévision, de la recharge de nos portables, la recharge de voitures électriques remise à un temps imprécis.

Pour couronner le tout, le gouvernement a également arrêté, pour la fin de l'année, toute livraisons de pétrole en provenance de Russie, provoquant ainsi une crise de l'essence (du moins dans les prix) – bien entendu, plutôt engendrée par la haine de Poutine que par une once de raison.

L'objectif de plus en plus évident des Verts: la désindustrialisation

Ainsi, si le gaz, le pétrole et l'électricité viennent à manquer en Allemagne et que même l'énergie de substitution des centrales à charbon et nucléaires a été interdite, nous nous rapprochons de plus en plus des vrais objectifs politiques des Verts. La désindustrialisation de l'Allemagne en fait apparemment partie. Si toute la consommation d'énergie était ainsi stoppée, environ 2% des émissions mondiales de CO₂ seraient évitées. Or, en les analysant, on constate que 8% seulement des émissions sont créées, chaque année, par la déforestation de la forêt amazonienne (que les Verts n'ont pas empêchée) tandis que 30% proviennent des Etats-Unis et la Chine et 25% de l'Inde. Selon ce bilan, toute la politique énergétique actuelle en Allemagne repose sur des données quantitatives déjà précaires, capable certes de causer de gros dégâts en Allemagne mais inappropriée à sauver le monde.

M^{me} Baerbock a confirmé que le gouvernement se fiche des opinions de la population et des électeurs, mais qu'elle se soucie des groupes d'entreprises internationales, servant ainsi avant tout les intérêts des négociants en énergie, pour la plupart étrangers, avec plus de 60 milliards, pour lesquels chaque ménage allemand doit en effet se faire piller à hauteur de 2000 à 3000 euros. Le gouvernement a toutefois trouvé une solution qui lui convienne. Il veut exonérer les entreprises d'impôts et de

charges sociales, d'un montant de 3000 euros, à condition qu'elles remboursent les surcoûts de gaz à leurs employés. En fin de compte, les entreprises employant des salariés ne doivent pas seulement payer les prix du gaz, multipliés par le gouvernement, mais aussi se saigner pour les cadeaux offerts à des entreprises internationales financés par ce même gouvernement.

Des entreprises au bord de la faillite

Les PME ont donc raison de s'inquiéter. Après tout, les PME emploient les trois quarts des salariés de toutes les entreprises. En fin de compte, ce sont donc les PME qui se voient être prises en charge, une fois de plus, des erreurs du gouvernement avec des redevances spéciales, avec comme seul «réconfort» la remarque de «leur» Ministre (Habeck) qui leur recommande qu'«ils ne fassent pas d'abord faillite, mais ferment tout simplement».

Le Mittelstandsinstitut Niedersachsen [Institut des moyennes entreprises, Basse-Saxe] craint qu'au cours de l'année prochaine, plus d'un million d'entreprises allemandes de taille moyenne ne périclitent à cause de cette politique gouvernementale. Cela signifierait trois à quatre millions de chômeurs, plusieurs milliards de coûts sociaux supplémentaires, ensemble avec plusieurs milliards d'impôts et de cotisations sociales en moins.

On peut s'attendre à ce que la population n'accepte pas cette évolution aussi passivement que d'habitude. La colère monte. Des actions qui peuvent en découler, c'est la première crise économique mondiale qui nous en instruit.

Mettre fin aux sanctions contre la Russie !

L'AFD (Alternative für Deutschland) et Wagenknecht ont raison de souligner que tout ce chaos énergétique pourrait être évité immédiatement si l'Allemagne mettait fin aux sanctions américaines et européennes contre la Russie, c'est-à-dire si elle n'y participait pas, si elle rouvrait le gazoduc Nord Stream 2 et si, ce que l'on peut déduire des affirmations crédibles de Poutine et de Gazprom, elle était à nouveau immédiatement approvisionnée en gaz et en pétrole en quantité suffisante.

Cette seule solution réelle au problème n'est toutefois pas possible avec ce gouvernement belliqueux et vindicatif envers Poutine, qui place l'idéologie et la vassalité avant les intérêts et même avant l'existence des électeurs allemands. Mais même un changement de gouvernement n'aiderait pas, car le plus grand parti d'opposition (CDU) semble résolu à suivre la voie guerrière et attise la haine contre la Russie.

Ainsi comment éviter de marcher, les yeux fermés, vers l'urgence énergétique avec toutes ses conséquences dont nous devons faire les frais, nous tous?

Le président de la FIA: «La substance de l'industrie est menacée.»

Une étude récente de la Fédération de l'industrie allemande (BDI-FIA) conclut qu'au vu de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières, l'existence même d'un bon tiers des entreprises moyennes en Allemagne est en jeu. Les prix élevés de l'énergie et l'affaiblissement de la conjoncture toucheraient l'économie allemande de plein fouet. Une enquête menée par le BDI auprès des PME industrielles a révélé qu'une grande majorité d'entre elles voit des enjeux élevés (58%), voire existentiels (34%) se développer. Le président de la BDI, Siegfried Russwurm, met en garde: «La substance de l'industrie est menacée. La situation est déjà ou sera bientôt cruciale pour de nombreuses entreprises. Le gouvernement fédéral observe comment les usines ferment leurs portes les unes après les autres. 10% des moyennes entreprises

allemandes se voient au bord de leur effondrement. Pendant ce temps, l'industrie allemande paiera majoritairement, pour 2023, un prix du gaz huit fois plus élevé qu'aux Etats-Unis.»

Le nombre de faillites augmente déjà sensiblement. Ainsi, l'Institut Leibniz de recherche économique de Halle prévoit que pour 2022, il faudra compter avec une augmentation de 12 à 14% par rapport à l'année précédente.

Sources: <https://www.business-leaders.net/deindustrialisierung-in-deutschland-angriff-auf-die-substanz-der-deutschen-industrie/>; <https://www.handelsblatt.com/unternehmen/mittelstand/insolvenzen-was-tun-wenn-ihnen-die-zahlungsunfaehigkeit-droht/28761516.html>

(Traduction Horizons et débats)

«Profondes préoccupations face à l'intensification de la confrontation mondiale»

Appel du Forum de Belgrade



Le Forum de Belgrade pour un monde d'égal à égal se trouve profondément préoccupé face à l'aggravation de la confrontation mondiale, accompagnée d'une profonde crise économique et sociale en Europe comme dans le reste du monde. Cette crise, s'aggravant chaque jour, constitue une menace pour la vie, la paix et la sécurité dans le monde.

Cette préoccupation s'aggrave encore face à l'absence d'initiatives significatives et honnêtes plaçant en faveur du passage de la voie de la confrontation à celle du dialogue, de la diplomatie et de la détente, voie qui s'impose.

Il est grand temps de se pencher sur les leçons que nous donne l'Histoire. L'état d'inertie et d'incompréhension des dangers se développant sous nos yeux est inquiétant. Il touche aux fondements de l'existence de

l'humanité. Le conflit en Ukraine doit être résolu en aboutissant à ses racines. Les efforts de paix ne doivent pas être entravés plus longtemps, il faut démanteler les nouveaux rideaux de fer qui ont été érigés, les sanctions unilatérales doivent être bannies des outils ayant accès aux relations internationales.

S'appuyant sur l'expérience historique de la Serbie, y compris l'histoire récente, et sur l'expérience de l'Europe, le Forum de Belgrade pour un monde d'égal à égal appelle toutes les associations de paix, les gouvernements et les organisations internationales, en particulier l'ONU, à soutenir le dialogue, la diplomatie et la détente comme seule voie possible pour éviter un conflit mondial menaçant l'avenir de l'humanité.

Nous revendiquons un dialogue immédiat et des efforts diplomatiques au plus haut niveau entre Washington, Moscou, Pékin et Bruxelles. Ce dialogue doit se fonder sur l'acceptation de la coexistence pacifique entre les nations souveraines déterminées à empêcher une nouvelle aggravation du conflit, escalade dont l'aboutissement sera un scénario de troisième guerre mondiale. Une telle éventualité n'exclut même pas l'incinération nucléaire du monde.

La reconnaissance de l'égalité, de l'interdépendance et du partenariat dans le maintien de la paix, de la sécurité et du développement, en tant que valeurs indivisibles de la civilisation humaine, est la seule voie viable pour la survie et l'avenir de l'humanité.

(Traduction Horizon et débats)

L'Allemagne peut-elle se rétablir?

par Karl-Jürgen Müller

Né et ayant grandi, travaillé et vécu dans ce pays pendant des décennies, je ne suis pas indifférent au devenir de l'Allemagne. Je me sens toujours lié à ce pays et je suis sensible à son déclin. Même si j'ai la chance de vivre en Suisse depuis 15 ans, je demeure soucieux et préoccupé de l'évolution des événements en Allemagne. Mais cela ne relève pas uniquement de raisons personnelles. Le destin de l'Allemagne a été et reste toujours étroitement lié à celui de toute l'Europe.

L'Allemagne, contrairement à ses intentions d'après-guerre, est à nouveau profondément impliquée dans une guerre et l'armée allemande, la Bundeswehr est entraînée à faire la guerre en Europe¹. Cette situation a constitué un sujet récurrent dans les colonnes de ce journal au cours des dernières semaines et des derniers mois. La politique étrangère allemande catastrophique ayant engendré ces faits correspond à des développements intérieurs inquiétants, non seulement dans le domaine de l'économie et des finances, mais également dans la vie sociale et culturelle. L'attribution au cours de cette année du «Prix de la paix [!] des libraires allemands» à un propagandiste littéraire du parti de guerre ukrainien² fondé sur une idéologie raciste a démontré à quel point la guerre et les différents épisodes de l'histoire de l'Allemagne sont inextricablement enchevêtrés. Il ne s'agit pas seulement de se soumettre aux diktats de la «diversité», du «cancel culture» et du «politiquement correct». Trois autres exemples de l'état du pays au cours des deux dernières semaines en témoignent.

Le cannabis légal ...

Conformément à son contrat de coalition, le gouvernement fédéral allemand a adopté, le 26 octobre, le «document de référence sur l'introduction d'une distribution contrôlée de cannabis aux adultes à des fins de consommation [!]»³. On y lit le passage suivant: «Le cannabis et le tétrahydrocannabinol (THC) [le composant du cannabis endommageant particulièrement le cerveau et d'autres tissus adipeux] ne seront plus classés comme stupéfiants à l'avenir. Le cannabis récréatif, le cannabis médical et le chanvre industriel seront totalement exclus du champ d'application de la loi sur les stupéfiants [...] La production, la livraison et la distribution de cannabis récréatif seront autorisées dans un cadre licencié et contrôlé par l'Etat [le gouvernement pense à des emplacements commerciaux comme les «coffee shops» et les pharmacies, bien que les associations de pharmaciens se soient clairement distancées

des projets du gouvernement]. L'acquisition et la possession d'une quantité maximale de 20 à 30 grammes de cannabis récréatif [c'est beaucoup] pour la consommation personnelle dans l'espace privé et public [!] seront dépenalisées.

La culture personnelle privée est autorisée dans une mesure limitée [il est question de trois plantes par personne]. [...] L'âge minimum pour la vente et l'acquisition de cannabis récréatif est fixé à 18 ans révolus pour l'acquéreur. [...] Les chiffres d'affaires provenant de la vente de cannabis récréatif doivent être taxés sur le chiffre d'affaires. En outre, l'introduction d'un impôt spécial sur la consommation («Cannabis-Steuer») est prévue.» Ces quelques phrases donnent déjà un aperçu du nouveau monde de la drogue rouge-jaune-vert, empreinte de novlangue orwellienne. La transformation du cannabis en cannabis «de consommation» ou même «cannabis à savourer [Genuss-Cannabis]» n'est qu'un exemple parmi d'autres.

La logique de la tentative de résoudre les problèmes de la drogue en rendant les stupéfiants plus accessibles et en supprimant les sanctions légales, est peu crédible. Le simple fait de connaître les projets du gouvernement fédéral va stimuler la mentalité habituelle des fumeurs de joints et entraînera certainement encore plus de victimes de la drogue. Il n'est pas nécessaire d'imaginer ici ce que cela signifie, en particulier pour les jeunes. Il ne s'agit certainement pas d'une contribution à la promotion de relations communautaires entre jeunes, ni à la volonté et à la capacité de performance des jeunes. Vu les faits, la formule du document de référence selon laquelle on poursuivrait «l'objectif de contribuer à une meilleure protection de la jeunesse et de la santé des consommateurs [...]» résonne telle une plaisanterie.

... associée à une éducation en dérive favorisent notre chute

Selon un rapport en date du 19 octobre, 20 pour cent des élèves de quatrième année, en Allemagne, n'atteignent même pas les exigences minimales requises en lecture, en orthographe et en mathématiques. Les élèves de l'école primaire ont été testés en 2021 et les résultats sont encore une fois pires que ceux de 2016, eux-mêmes pires que ceux de 2011. Heike Schmoll du «Frankfurter Allgemeine Zeitung» a commenté à juste titre, le 19 octobre: «Dès la fin de l'école primaire, ces enfants sont privés de leur avenir.» Elle exprimait ainsi le fait que ce niveau d'éducation médiocre est le résultat de négligences et de mauvaises dé-

cisiones actives en matière de politique de l'éducation.

Abus du nom d'Hannah Arendt

Le 14 octobre, le ministère allemand des Affaires étrangères a annoncé dans un communiqué de presse: «La ministre des Affaires étrangères Baerbock et la ministre de la Culture Roth mettent en place un programme de protection pour les journalistes avec l'initiative Hannah-Arendt». Quel étonnement de constater, du moins selon les affichages, le soutien accordé aux journalistes pensant de manière indépendante et qui furent victimes ces dernières années d'un redressement dans le monde des médias allemands, de restrictions croissantes de la liberté d'expression en Allemagne et d'exclusion⁴. Cela ne relève cependant que d'une première approche. Car il ne s'agit pas de tout de ces personnes, dont il est par exemple question en détail dans le livre «Zensur» de Hannes Hofbauer⁵.

Au contraire, cette initiative fait partie intégrante de la guerre allemande et de la guerre de l'information contre la Russie et d'autres Etats qui se montrent réticents à la «manne» du néo-libéralisme. M^{me} Baerbock et M^{me} Roth, toutes deux de l'Alliance 90/Les Verts, ne se gênent pas d'instrumentaliser, à leurs fins personnelles, le nom d'une personnalité comme Hannah Arendt. Où sont les protestations contre cette action «de fausse bannière», de tous ceux qui ont étudié et apprécié la vie et l'œuvre d'Hannah Arendt, étroitement liées à son engagement courageux contre la pensée totalitaire? Contre ces idées donc qui nourrissent chez nous, des actions issues de concepts totalitaires se diffusant à nouveau, malheureusement dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

Face à cette Allemagne, où les forces saines résident-elles?

La résistance allemande des années 1933 et suivantes n'a pas réussi à empêcher l'extension du pouvoir totalitaire et l'Etat de non-droit des nationaux-socialistes. Les crimes allemands et les dizaines de millions de victimes de la guerre n'ont pas non plus pu être empêchés. L'Allemagne a dû être vaincue militairement. Une tragédie! Mais ces différents groupes de résistance ont apporté pourtant un certain réconfort pour l'après-guerre aussi. Ils ont représenté des critères moraux donnant les bases intellectuelles et morales d'une nouvelle Allemagne renouvelée, ayant appris de ses tristes leçons historiques.

En 1990, Peter Bucher a réuni, sur près de 500 pages, des voix et des documents de l'Allemagne d'après-guerre des années 1945-1949, dans le cadre de la collection

de sources, éditée de la «Wissenschaftliche Buchgesellschaft Darmstadt».

Aujourd'hui encore, il est nécessaire de relire ces textes. On y trouve les paroles de personnalités et d'associations dont la réflexion n'a pas débuté seulement à la fin de la guerre. En effet de nombreux liens avec la résistance allemande des années 1933-1945 existaient. Leurs visions du monde ainsi que leurs positions politiques étaient très différentes et même controversées. Mais la réflexion sur une éthique politique fondée, l'éloignement de la pure pensée du pouvoir et le respect de la dignité humaine se manifestaient dans presque tous leurs textes.

L'histoire ne se répétant pas, les Allemands d'aujourd'hui ne peuvent pas copier ceux d'hier. Mais aujourd'hui encore, il y a des gens, des personnalités en Allemagne dont les activités ne gravitent pas seulement autour du pouvoir et de la richesse, mais de leurs concitoyens et de leurs semblables. Des personnes qui ne sont pas indifférentes du sort de leur pays. Si de tels individus se mettent au travail, peut-être de manière un peu plus ferme qu'auparavant, si elles trouvent ensemble des voies de collaboration plus précises – en dépassant les différences et en se concentrant sur ce qui les unit – alors l'Allemagne pourra se rétablir et le drame prendra fin. •

¹ v. «Zeitenwende in den Köpfen»; <https://www.german-foreign-policy.com/news/detail/9060 du 21/20/22>

² v. «Die Russen sind Unrat»: Pamphlet erhält den Friedenspreis des Buchhandels»; <https://www.nachdenkseiten.de/?p=89603 du 24/10/22>

³ https://www.bundesgesundheitsministerium.de/fileadmin/Dateien/3_Downloads/Gesetze_und_Verordnungen/GuV/C/Kabinettsvorlage_Eckpunktetpapier_Abgabe_Cannabis.pdf

⁴ v. aussi <https://www.bundestag.de/dokumente/textarchiv/2022/kw42-de-bundeszentralregister-915600>; <https://www.anti-spiegel.ru/2022/still-und-heimlich-eingefuehrt-das-ende-der-meinungsfreiheit-in-deutschland/>; <https://www.jungewelt.de/artikel/437430.justiz-und-grundrechte-enger-meinungskorridor.html>; <https://www.ito.de/recht/hintergruende/h/volksverhetzung-voelkermord-kriegsverbrechen-groeblich-ver-harmlosen-billigen-leugnen-130-stgb-holocaust/>; <https://www.nzz.ch/international/leugnung-von-kriegsverbrechen-deutschland-verschaerft-das-strafrecht-ld.1709118?reduced=true>; <https://www.tagesspiegel.de/politik/aufregung-um-verscharften-volksverhetzungsparagrafen-weitreichen-der-eingriff-oder-blosse-formalie-8805754.html>; <https://www.nachdenkseiten.de/?p=89655>; <https://www.nachdenkseiten.de/?p=89732>; https://rtdc.live/kurzclips/video/152733-hannes-hofbauer-zur-anderung-von/?utm_source=Newsletter&utm_medium=Email&utm_campaign=Email

⁵ V. *Horizons et débats*, N°14 du 28/06/22

Un autre format politique pour l'Europe, la «Communauté politique européenne»

ds. Le 6 octobre, 43 pays européens ont fondé, à Prague, la «Communauté politique européenne» (CPE). Non seulement les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE, mais aussi les dirigeants de 17 autres pays, de l'Islande à la Turquie, de l'Albanie à l'Arménie, se sont réunis à Prague pour discuter de nouvelles possibilités de coopération. La Suisse était représentée par son président de la Confédération, Ignazio Cassis.

«Un sommet européen de première classe», voilà comment salue le «Neue Zürcher Zeitung» cet organisme informel nouveau-né dans son édition du 7 octobre 2022. Et dans l'interview ajoutée, la politologue allemande, M^{me} Daniela Schwarzer des «Open Society Foundations» (groupement des fondations du milliardaire américain George Soros dont le siège est à New York) explique de quoi relève cette CPE. Depuis mai 2021, M^{me} Schwarzer est «Executive Director» pour l'Europe et l'Eurasie au sein de la fondation Soros.

Elle énonce une plate-forme ouverte à tous les Etats d'Europe. Des pays qui ne souhaitent pas être intégrés à l'UE pourraient également y participer. Il ne s'agit pas d'intégration économique, mais de domaines tels que la sécurité collective et l'énergie. «Nous nous plaçons devant la chance», poursuit-elle, «de créer un forum de dialogue géopolitique pour l'ensemble du continent», comblant une lacune par cette création. Selon M^{me} Schwarzer, le défi

à cet égard est de «trouver une orientation politique fondamentale commune, notamment dans le conflit avec la Russie». Pour elle, la CPE est à la fois «un pont et une alternative à l'UE».

Selon elle, tant qu'il n'y a pas de base juridique durable, une coopération informelle entre les Etats suffit. Mais, continue-t-elle, à fur et à mesure que cette communauté prendra des décisions politiques concrètes, il deviendra de plus en plus important soit de créer un secrétariat, soit d'emprunter des capacités aux organisations existantes. C'est là qu'interviendra, dans ce concept, l'UE qui «fournit déjà des prestations aux pays non-membres de l'UE» dans le cadre de sa politique de voisinage.

Pour aller de l'avant, la Communauté doit être construite de manière flexible. Cela signifie pour elle de travailler en sous-groupes et de prendre des décisions à la majorité qualifiée, afin qu'aucun Etat ne puisse empêcher les autres d'aller plus loin. M^{me} Schwarzer a une vue assez concrète concernant les voies de décisions futures. La coopération doit être structurée de manière à permettre aux Etats de bonne volonté d'«avancer» les autres, divergeant ou hésitant. Cela tend de toute évidence vers l'amendement de la clause d'unanimité régissant (encore) les décisions de l'UE. Avec cette «avant garde» proposée par ces initiateurs, où le voyage d'une Europe «unie» va-t-il donc aller? •

«You can't fool all the people all the time»

«Il est impossible de tromper tout le monde tout le temps». Ce dicton très connu est celui prononcé par Abraham Lincoln.

Le fait que les Etats-Unis, depuis leur existence, aient renforcé leur puissance sans aucune considération des dommages pour autrui est devenu sensiblement perceptible, dans le monde entier.

Une différence qui existe entre le monde «occidental» et le «reste du monde» réside dans l'évaluation divergente relative à ce fait.

On peut le constater également dans le comportement de maints gouvernements, notamment de ceux qui n'agissent pas dans l'intérêt de leurs populations.

Le «monde occidental» ne se range pas au côté des Etats-Unis par amitié, mais en raison de la soumission de leurs élites à leur leadership, faute de moyens de se soustraire à la violence du chantage exercé sur eux.

En d'autres termes, cette «alliance» – comme elle se nomme – est en réalité ce que le droit romain a dénommé un *latrocinium*, une campagne de pillage, dont l'adhésion dépend du droit du plus fort exercé sur ses acolytes.

Ces données accusent toutes la gravité du manque de démocratie qui caractérise en effet cette partie du monde. Tant que les médias officiels (quatrième pouvoir de l'Etat) refusent de remplir correctement leur tâche, il ne peut être question d'un consentement réel des citoyens basé sur les faits et leur libre arbitre.

Heureusement que la juste parole d'Abraham Lincoln est devenue, depuis longtemps, un lieu commun. Reste maintenant qu'elle puisse pénétrer dans les cerveaux des bellicistes dont certains occultent toujours sa vérité. •

Urs Graf

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit
international, du droit humanitaire et des droits
humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Redaction
Peter Küpfer

Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH640900000877484856
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

Vient de paraître: «Intégration, séparation, coopération. Une contribution selon la pédagogie clinique»*

par Marianne Wüthrich



La question de savoir si l'intégration dans une classe ordinaire est la meilleure solution pour chaque enfant, tant sur le plan humain que pédagogique, fait l'objet d'un débat controversé depuis des années. Il est donc salutaire de disposer, avec le présent ouvrage de *Riccardo Bonfranchi, Renate Dünki et Eliane Perret*, d'un aperçu du point de vue de la pédagogie clinique (ou curative) qui place au centre des préoccupations l'enfant lui-même et son droit à l'éducation et à la participation sociale. Il s'adresse non seulement aux parents et aux pédagogues spécialisés confirmés ou en formation, mais aussi aux enseignants des écoles ordinaires, aux parents et aux citoyens intéressés, sans oublier les responsables politiques du domaine de l'éducation.

Un aperçu sur l'histoire de l'éducation spécialisée et de la pédagogie clinique permet de constater, dans un premier temps, l'engagement d'individus impliqués en faveur d'une éducation pour tous, en créant des écoles spécialisées (p. ex. des écoles pour aveugles) ouvertes aux enfants et les adolescents pour lesquels la pédagogie de l'époque ne se considérait pas apte en la matière. A cette introduction historique, qui aborde également le changement de perspective de l'éducation actuelle, s'ajoute un bref résumé sur le contexte juridique. Il fait le point sur les conventions internationales, leur interprétation et leur mise en pratique juridique. Cette base d'informations permet au lecteur à cerner les enfants atteints de différents handicaps cognitifs à l'aide de nombreux exemples de cas. Ces modèles aident à se faire une idée du travail quotidien exigeant des experts en pédagogie spécialisée. Une «synthèse intermédiaire», placée à la fin de chaque chapitre, facilite la compréhension des différents domaines pédagogiques et sociaux exposés.

Deux aspects juridiques importants

Juriste, je tiens à souligner deux aspects juridiques importants:

– L'«école pour tous», au sens des conventions internationales correspondantes, ne signifie pas que tous les enfants doivent être scolarisés ensemble, mais que chaque enfant handicapé a le même droit à une éducation adaptée à ses possibilités – ce qui n'est malheureusement souvent pas la règle dans les pays à PIB faible (p. 22 ss.).

– Selon le droit suisse et les lois scolaires respectives de la plupart des cantons, la création de classes à effectif réduit est possible et ne devra pas être refusée par respect de considérations dogmatiques ou financières seules dans le cas où elle s'avérerait utile pour une scolarisation adéquate des enfants handicapés ou présentant de graves troubles du comportement (p. 23 s.).

Les auteurs constatent que la prise en charge d'un enfant ou d'un adolescent souffrant de troubles cognitifs dans une classe à effectif réduit ou dans une école de pédagogie spécialisée est souvent «plus professionnelle et donc plus ciblée». Ils rejettent catégoriquement l'argument souvent avancé selon lequel l'enfant handicapé développerait un meilleur sentiment d'appartenance sociale dans la classe ordinaire. En effet, la comparaison permanente avec son entourage aurait l'effet plutôt affaiblissant sur la personnalité de l'enfant, pourrait l'amener à minimiser sa problématique et le blesse dans sa dignité (résumé intermédiaire, p. 33). A l'aide de situations d'apprentissage très attrayantes, il est montré comment, dans la pratique de la pédagogie clinique, «les thèmes sont soigneusement structurés, clairs, orientés vers l'action et liés au contexte d'expérience respectif» (résumé intermédiaire, p. 42). Pour veiller à tout cela, l'enseignante d'une classe ordinaire n'a souvent tout simplement pas assez de temps.

Rendre les enfants capables d'une vie aussi autonome que possible – tâche commune aux parents comme à l'école

Le chapitre 5 traite de l'importance de la collaboration entre les parents et les pédagogues spécialisés pour un développement positif de l'enfant. L'exemple d'un enfant atteint du syndrome de Down permet d'aborder la situation difficile des parents devant choisir entre l'école ordinaire et une école de pédagogie clinique. Les auteurs font preuve d'une grande compréhension à l'égard de nombreux parents espérant une intégration dans l'école ordinaire afin de permettre à leur enfant de se développer «plus normalement». C'est pourquoi certains ne se décident qu'après plusieurs années, à passer à une école de pédagogie clinique, ce qui peut dans certains cas compliquer ou retarder le développement épanoui. Dans le cas présenté, l'enfant a été traité avec beaucoup de compassion à l'école maternelle ordinaire, mais il n'a pas reçu l'en-

couragement nécessaire et s'est habitué à ce que la jardinière d'enfants et ses camarades règlent trop de choses pour lui. A l'école de pédagogie curative, il a reçu une «formation adaptée au respect de ses besoins particuliers» et a rapidement fait ses premiers progrès.

Comme pour tous les jeunes, l'un des objectifs essentiels de l'éducation pour les jeunes atteints de troubles cognitifs est de pouvoir mener leur vie d'adulte de la manière la plus autonome possible. Les auteurs montrent, à l'aide d'exemples de cas différenciés, comment les jeunes sont guidés pour s'orienter dans la vie quotidienne, par exemple dans les transports publics, et à quel point la recherche et la préparation à une activité professionnelle peuvent être exigeantes. S'il s'avère impossible de trouver une place convenable d'apprentissage dans le domaine du travail, il faut poursuivre la recherche à l'aide des institutions offrant un cadre protégé dont la Suisse dispose en grand nombre. Pour réussir la transition vers une vie d'adulte autonome, il est toutefois indispensable de commencer tôt une formation scolaire adéquate. Au «résumé intermédiaire» (pages 76 s.), les auteurs mettent le doigt sur le fait qu'il existe de plus en plus d'offres de soutien spécial pour les adolescents étiquetés «surdoués», tandis que – surtout au niveau primaire – les classes à effectif réduit et les écoles spécialisées dans le soutien aux enfants handicapés sont supprimées. Est-ce, en réalité, le respect de «l'égalité» de tous les enfants?

Coopération ou intégration partielle au lieu de l'inclusion

La vue d'ensemble offre des auteurs ne s'arrête pas face à d'autres formes d'écoles susceptibles d'enrichir la situation des enfants concernés: «La question se pose de savoir s'il ne pourrait pas y avoir des possibilités d'activités et de rencontres communes. Car le souci de mettre en contact des personnes avec et sans handicap est utile et doit être encouragé». (p. 79) A ce sujet, deux exemples de cas montrent que des projets communs ou la présence à durée partielle d'un enfant à besoins particuliers dans une classe ordinaire ont un potentiel positif. Il va de soi que la réussite des projets communs dépend en premier lieu de l'engagement des équipes d'enseignants concernées. «Les projets de coopération et d'intégration partielle sont très exigeants sur le plan humain. Ils ne peuvent donc pas être

décrétés!» affirment les auteurs (p. 82). Il est nécessaire, cependant, de poursuivre la réflexion sur de telles approches.

Objectif primordial: une meilleure compréhension de l'enfant exigeant une attention particulière en matière d'apprentissage et de comportement

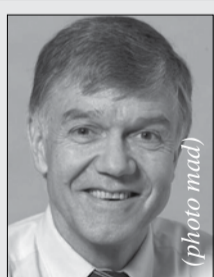
Sous ce titre, l'équipe d'auteurs s'attaque également à ce grand groupe d'enfants qui sont souvent perçus comme les principaux responsables de la perturbation des besoins des élèves «normaux». Les auteurs corrigent ce point de vue «extérieur» (le dérangement) en le remplaçant par l'approche interne, s'intéressant sur les processus innés de ce groupe croissant nommé les «perturbateurs» qui, dans les classes d'intégration, sont souvent laissés seuls parce qu'ils ne rencontrent pas une réaction appropriée à leurs besoins. En effet, ils ont besoin d'un environnement d'apprentissage calme et d'un enseignement clairement structuré, mais surtout d'une «relation confiante et encourageante avec leur enseignante» (p. 87). Pour ces enfants aussi, le soutien adéquat dans une classe à effectif réduit est souvent la meilleure solution. Séparer les soi-disant perturbateurs pour «faire disparaître le problème» est souvent une voie erronée. Les auteurs citent comme modèle d'avenir les formes de coopération vécue entre une école spécialisée et une classe ordinaire, et ceci dans le même établissement scolaire (p. 89 et suivantes).

«Integration, Separation, Kooperation» est un ouvrage scientifiquement fondé et conforme à l'éthique de la pédagogie spécialisée ayant l'avantage d'être autant informatif et compréhensible aux non-spécialistes. Les auteurs n'hésitent pas à dénoncer clairement les préjugés courants ayant abouti aux dérives des réformes scolaires. Ce faisant, leur optique n'est pas dictée de dogmes, mais part toujours de l'enfant.

* Bonfranchi Riccardo, Dünki Renate, Perret Eliane: *Integration, Separation, Kooperation. Ein heilpädagogischer Blick auf Bildungschancen für Kinder und Jugendliche mit Behinderungen* (Athena/wbv) 2022, ISBN 978-3-7639-7159-6.

Quand le primaire devient secondaire Le réformisme exagéré menace le cœur de nos écoles

par Carl Bossard



Carl Bossard est le recteur fondateur de la Haute école pédagogique de Zoug. Auparavant, il a été recteur de l'école secondaire cantonale de Nidwald et directeur de l'école cantonale de Lucerne. Aujourd'hui, il accompagne des écoles et dirige des cours de formation continue. Il s'intéresse aux questions d'histoire de l'école et de politique de l'éducation.

Chaque jeune n'a qu'une seule biographie éducative. C'est pourquoi il est si important de savoir qui se trouve dans la salle de classe – et comment cette personne se comporte. *Peter Bichsel*, lui-même enseignant au temps de ses débuts comme auteur, en a fait l'expérience. Il raconte: «En 5^e et 6^e, à Olten, j'avais un merveilleux instituteur: il m'a aidé à retrouver confiance en moi-même, il a réveillé l'écrivain qui vivait en moi. Parce que sous tout ce fatras de fautes d'orthographe, il a découvert que j'écrivais de bonnes rédactions. Je l'ai adoré.»

Amener les jeunes à se découvrir eux-mêmes, les conduire de sorte qu'eux-mêmes repèrent leurs possibilités, par exemple vers l'écriture comme l'a fait l'instituteur de Bichsel, c'est en effet là que réside la mission essentielle de l'école. Ceux qui y sondent plus

amplement rencontreront très vite ce qui est appelé «le triangle pédagogique». C'est le noyau de toute école: le triangle essentiel entre l'enseignant, ses élèves et le contenu de l'enseignement, la matière. C'est dans ce triangle que se déroulent les processus d'apprentissage et de formation individuels et sociaux.

Albert Camus, prix Nobel de littérature, rappelle cet espace de résonance dans son livre «Le Premier Homme». Le titre de cet œuvre concerne son père qui, Algérien, mourut en 1914 déjà, soldat lors de la Première guerre mondiale, sur le front ouest. Dans ce livre, l'auteur fait également référence à son premier instituteur. Affecté par l'absence de son père, c'est à lui que le jeune garçon doit tout. Camus grandit dans l'Algérie française de l'époque, dans des conditions très précaires. L'école lui ouvre un autre monde, le monde tout court. De son instituteur, Camus dit qu'il était «constamment intéressant, pour la simple raison qu'il aimait passionnément son métier». Dans sa classe, écrit Camus, les enfants «éprouvaient, pour la première fois, qu'ils existaient et qu'ils étaient l'objet du plus grand respect: leur instituteur les considérait dignes de découvrir le monde».

En ce sens, Camus esquisse précisément l'essence du triangle pédagogique régnant le quotidien scolaire. C'est là que se produit l'alpha et l'oméga de l'école et de l'enseignement, la formation élémentaire qui donne la base de tout apprentissage ultérieur. C'est ici que se forment et évoluent les compétences de base que

sont la lecture, l'écriture et le calcul. C'est sur cette base qu'évoluent la compréhension et la consolidation du savoir-faire ultérieures, l'application de ce qui a été appris et l'interaction de ces processus partiels avec tous les multiples liens au sein de la mémoire activée. Ce sont là les processus clés de l'apprentissage.

Mais l'essence même de l'école est menacée par l'abandon du triangle pédagogique, effectué par la politique éducative actuelle qui mise essentiellement sur les réformes structurelles. L'école a connu une cascade d'innovations suivant le modèle top-down: des matières supplémentaires avec les deux langues étrangères que sont, en Suisse allemande, l'anglais précoce ensemble avec le français précoce à l'école primaire, toute la gestion concernant la qualité, l'apprentissage à âges mixtes ou dépassant les classes d'âge, le «plan d'études 21» avec ses innombrables méandres de «compétences» et leurs mécanismes de contrôles, l'école intégrative avec l'objectif d'inclusion, le tout aboutissant à une multitude de concertations entre les personnes compétentes. Tout cela a abouti à sensiblement davantage de directives et de prescriptions venant d'en haut, nourrissant une nouvelle bureaucratie de l'éducation constamment croissante.

A la réalité scolaire, beaucoup de choses ont été ajoutées – et peu enlevées. Les conséquences sont perceptibles: la pression et l'agitation augmentent en classe tandis que les moments de détente et d'approfondissement diminuent. Beaucoup de choses ne peuvent

plus être qu'effleurées. Les contenus se succèdent rapidement. Ils n'atteignent trop souvent pas les dimensions d'un savoir approfondi, ne sont guère le fruit d'un processus de la propre expérience des élèves et restent donc fragmentaires. Trop de choses doivent être acquises en trop peu de temps – et par les enfants eux-mêmes: sous leur propre responsabilité à eux et de manière «autonome». Les élèves faibles et moyens sont désavantagés. C'est ce qu'a mis en évidence la récente recherche sur l'enseignement. Il n'est donc pas étonnant qu'à la fin de l'école primaire, même les enfants intelligents présentent souvent de grandes lacunes dans les compétences de base en calcul et en écriture. Quant à ceux qui maîtrisent ces bases, il n'est pas rare que ce soient des parents engagés ou des organismes privés de soutien scolaire se trouvant à l'origine de leurs connaissances.

Albert Camus nous conduit au cœur de l'école, aux microprocessus d'apprentissage. L'histoire de sa vie illustre à quel point ils sont centraux pour les enfants. Le jour de la remise du prix Nobel, il écrit à son ancien précepteur: «Sans vous, sans la main affectueuse que vous avez tendue au pauvre petit enfant que j'étais, sans votre enseignement et votre exemple, rien de tout cela ne serait arrivé.» C'est dans cette direction qu'il faut entamer le retour au triangle pédagogique qui s'impose.

www.carlbossard.ch
Première publication: CH-Media du 12/10/22
(Traduction *Horizons et débats*)